

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



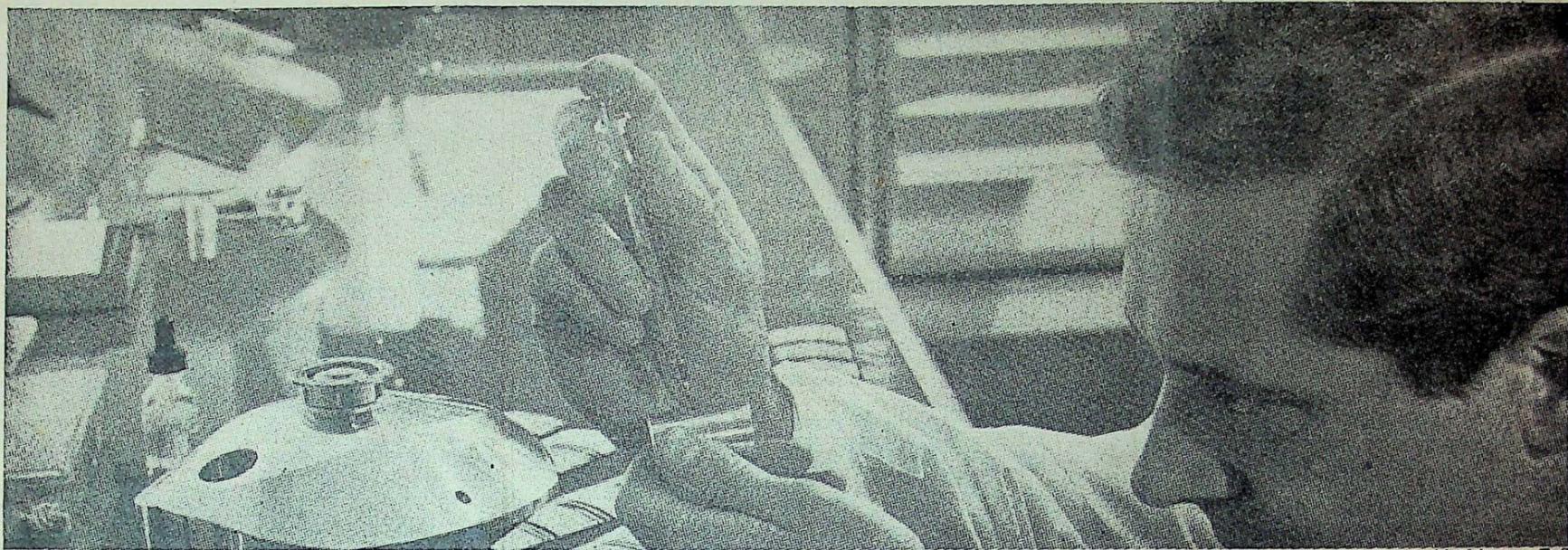
DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX ' 70 centimes

N° 261. — 20 NOVEMBRE 1965



(Archives - T.S.)

OU EN EST LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

?

(Page 7.)

COURRIER DES LECTEURS

A propos de l'installation de silos à fusées en Haute-Provence : La force de frappe, la défense et la paix

Selon notre gouvernement, la force de frappe est nécessaire à notre sauvegarde, elle nous protège efficacement, elle est indispensable à notre époque.

Le gouvernement n'envisage pas de s'en servir pour attaquer notre ennemi — l'ennemi supposé est, sous-entendu, l'U.R.S.S. ; — l'attaque serait d'ailleurs suivie à très brève échéance de la disparition totale de la vie dans notre pays.

Il ne faut pas non plus considérer que cette force de frappe pourrait servir à riposter à une attaque, car, de toute façon, une attaque atomique de notre pays le détruirait en un instant. Tout au plus, quelques avions ou fusées pourraient peut-être partir, mais nous n'en aurions pas moins cessé de vivre.

La force de frappe est, pour notre gouvernement, une force de dissuasion, c'est-à-dire qu'elle doit dissuader notre ennemi de nous attaquer, en faisant peser sur lui la menace de représailles telles qu'il réfléchirait à deux fois et, plutôt que de voir son sol dévasté par nos bombes ou fusées, renoncerait à son attaque. Ce dernier raisonnement — bien connu — qui a l'apparence d'être sérieux, résiste-t-il à l'examen ?

Plaçons-nous sur le terrain du gouvernement et envisageons donc tous les cas qui pourraient se présenter.

Mais il nous faut d'abord supposer qu'effectivement le gouvernement français se servirait de ses armes nucléaires, s'il s'y croyait contraint. Cela, déjà, mérite réflexion, car le gouvernement sait aussi bien que nous qu'un emploi de nos armes atomiques serait suivi dans l'immédiat de la destruction de notre pays. Nous retrouvons ici, quant aux conséquences, l'hypothèse d'une attaque déclenchée par la France.

Admettons cependant que le gouvernement français soit fermement décidé à employer sa force de frappe, le cas échéant, ne serait-ce qu'un dernier spasme avant la mort, ainsi que le déclarait l'un de nos stratèges : il suffit d'un ordre bref et irrémédiable.

En face d'une telle position arrêtée du gouvernement français, quelle peut être l'attitude de notre ennemi ?

● Ou bien le gouvernement ennemi est irresponsable, d'une ambition planétaire, décidé à tout pour nous écraser, et, dans ce cas, il sera prêt à sacrifier allégrement quelques millions de ses concitoyens. Il lancera donc son attaque :

Si elle est nucléaire, nous disparaîtrons en lâchant notre salve nucléaire, qui ira — peut-être, car il faudrait aussi parler de la formidable puissance d'interception de l'adversaire — tuer quelques millions d'hommes chez lui, qui s'en tirera tout de même, alors que nous aurons cessé d'exister.

Si son attaque est « classique », que se passera-t-il ? Nous connaissons la doctrine stratégique de notre état-major : à partir d'une certaine avance des troupes ennemies, nous déclenchons brutalement, en une seule fois, tous nos tirs nucléaires. L'« ennemi » connaît cette doctrine et il sera donc prêt à riposter immédiatement avec des moyens infiniment supérieurs. Pour nous, le résultat sera le même.

● Ou bien, c'est plus vraisemblable, le gouvernement ennemi est normal et ne tient pas à faire tuer ses concitoyens. Dans ce cas, il évitera tout acte qui pourrait déclencher une guerre, nucléaire ou pas. Et si, un jour, la situation était telle qu'il se croit obligé d'attaquer pour défendre ses intérêts vitaux, sa population, alors il préférerait jouer de la surprise et nous détruire sur-le-champ avec nos armes, afin de limiter chez lui les dégâts.

Dans un cas, comme dans l'autre, la force de dissuasion française n'aura dissuadé personne :

Soit que l'attaquant — irresponsable — prenne délibérément le risque de faire tuer une partie de sa population, soit qu'il croie de son intérêt vital d'attaquer malgré tout le premier.

Dans les deux cas, il pensera gagner à déclencher l'attaque, sachant que de toute façon il annihilera du premier coup son adversaire (la France) dont la superficie est réduite, alors que lui-même a un territoire immense qui ne subira — peut-être — que des dommages graves, mais partiels.

Ainsi donc, une force de frappe possédée par un pays de 550.000 km², ne peut être une force de dissuasion absolue vis-à-vis d'un pays de 22.400.000 km², qui possède assez de fusées pour rayer en un instant le premier de la carte et un réseau d'interception probablement très efficace.

La force de frappe n'assure aucune protection et risque plutôt d'attirer la foudre dans le cas où l'ennemi serait prêt à tout. Elle n'est qu'un instrument de suicide national.

Ce qui signifie que, si c'est la dissuasion qui empêche l'« ennemi » de déclencher un conflit — ainsi qu'affectent de le croire certains — c'est de la dissuasion exercée par les Etats-Unis qu'il s'agit.

Mais il est grand temps de sortir de l'optique gouvernementale — assez cynique — pour en venir à notre façon d'envisager la question de la paix.

La paix, simple absence de guerre entre des nations armées jusqu'aux dents, la paix fondée sur l'équilibre de la terreur, est extrêmement fragile. C'est une paix provisoire. Soit accident technique, soit accident psychique ou erreur humaine, le conflit peut à tout moment se trouver déclenché sans que personne l'ait voulu.

Il est donc d'une urgente nécessité de construire la paix sur l'entente et non sur la peur, c'est-à-dire qu'il faut peu à peu désarmer.

Or il n'est guère possible de penser que, soit l'U.R.S.S., soit les Etats-Unis, acceptent de s'engager unilatéralement dans la voie d'un véritable désarmement, car l'équilibre risquerait d'être rompu, et la conférence du désarmement de Genève illustre les énormes difficultés politiques qu'il faudra vaincre pour aboutir à un désarmement simultané.

Il revient donc à un pays comme la France, situé en dehors de ce terrible affrontement, d'œuvrer énergiquement pour le diminuer et peu à peu le faire disparaître, de s'ingénier à favoriser l'établissement d'un climat international, l'éclosion vigoureuse d'un courant d'opinion, propices à la conclusion d'accords de désarmement général et complet.

C'est en Europe occidentale et centrale que pourrait commencer le processus de dénucléarisation — et de réduction des forces armées classiques — pour s'étendre ensuite de plus en plus loin vers l'Est et vers l'Ouest (1).

Il faut que des initiatives spectaculaires — propres à créer une dynamique de la paix — soient prises, et la France occupe une position privilégiée pour les prendre. Il faut absolument miser sur l'entente et non contribuer à prolonger — jusques et quand ? — cet équilibre de la terreur. Alors qu'au contraire, par son attitude actuelle, la France alimente cette psychose de course aux armements, favorise la dissémination de l'arme nucléaire, ce qui aggrave encore considérablement et progressivement le risque de déclenchement d'un conflit peut-être local au début, mais bien vite généralisé.

Et, pour conclure, j'énonce un argument qui, à lui seul, justifierait, à mes yeux, la renonciation à la force de frappe : quel homme accepterait de fonder sa prétendue défense sur la possibilité — qui peut devenir un fait — de tuer des millions d'hommes habitant le pays désigné comme ennemi ?

Il est vrai que le gouvernement répondrait qu'il se contente de dissuader et nous en revenons à notre raisonnement.

De nos jours, plus que jamais la seule défense authentique, réaliste, c'est la construction de la paix. Heureux serons-nous, si nous pouvons, un jour, imposer cette idée à notre gouvernement.

Pierre Mégier,

Fédération de la Drôme du P.S.U.

(1) Voir les plans élaborés ces dernières années par MM. Rapacki, J. Moch, Mendès-France... — Le traité de Moscou d'août 1963 sur l'interdiction des essais nucléaires est un premier pas d'importance.

Une importante manifestation de protestation s'est déroulée le 14 novembre, à Sault (Vaucluse), à laquelle ont participé de nombreuses organisations, dont : P.L.F., P.S.U., S.F.I.O., Parti radical, C.G.T., S.N.I., F.E.N., etc.

Réunion des élus de Bretagne à Saint-Brieuc le 14 novembre 1965

Malgré un froid très vif et la neige peu habituelle en Bretagne, plus de 150 maires, adjoints ou conseillers municipaux P.S.U. des 5 départements bretons se sont retrouvés dimanche dernier à Saint-Brieuc, pour une journée d'étude.

Edouard Depreux, Tanguy-Prigent, Marc Heurgon, Jean Poperen, Michel Fontes et Jean Bars représentaient le Comité politique national. Yves Le Foll souhaita à tous la bienvenue après avoir rappelé de façon émouvante le souvenir d'Antoine Mazier, sur la tombe de qui une délégation alla ensuite s'incliner.

Roger Beaunez mit au courant les élus des projets de la Commission nationale d'action municipale.

Les problèmes de la planification régionale furent longuement débattus.

Après le repas, Edouard Depreux introduisit la discussion sur l'application des décisions du Conseil national au sujet des présidentielles.

LA CAMPAGNE AUTONOME DU P.S.U.

Meetings et réunions-débats prévus

JEUDI 18 NOVEMBRE

GRENOBLE : Gilles Martinet.

BLOIS : Christian Guerche.

AUXERRE : Marc Heurgon.

VENDREDI 19 NOVEMBRE

DIJON : Marc Heurgon.

BRIANÇON : Gilles Martinet.

ROANNE : Edouard Depreux.

REIMS (ETUDIANTS) : Alain Badiou.

PARIS (Etudiants Droit-Lettres) : Serges Mallet.

LORIENT : René Crouvisier et Robert Vallade.

LYON (8^e) : Suzanne Gerbe.

LEVALLOIS : Georges Servet et Georges Gontcharoff.

ALFORTVILLE : Henri Longeot et Henri Leclerc.

GIF-SUR-YVETTE : Paul Parisot.

SAMEDI 20 NOVEMBRE

MARLY-LE-ROI : Serge Mallet.

BAYONNE : Christiane Mora.

CHAMPAGNEY et HERICOURT : Marc Heurgon.

DIMANCHE 21 NOVEMBRE

LURE - SAINT-LOUP - VESOUL : Marc Heurgon.

LUNDI 22 NOVEMBRE

ROUEN : Gilles Martinet.

MONTPELLIER : Serge Mallet.

PARIS (14^e) : Pierre Marchi et Gérard Carles.

ORSAY : Georges Servet.

KREMLIN-BICETRE : Pierre Stibbe et Henri Leclerc.

MOUTIERS : Gabriel Léotard et Christian Melet.

COMBOURG : Charles Foulon.

MARDI 23 NOVEMBRE

PARIS (OUEST) : Gilles Martinet, Claude Bourdet, Daniel Mayer.

VILLEURBANNE : Jean Beaupère.

DREUX : Marc Heurgon.

GRANVILLE : Armand Roquet.

MIGENNES : Jean Poperen.

BEZIERS : Serge Mallet.

MERCREDI 24 NOVEMBRE

LOUVIERS et EVREUX : Daniel Mayer.

LILLE : Jean Poperen.

LES SABLES-D'OLONNE : Marc Heurgon.

CLAMART : Gilles Martinet et Georges Gontcharoff.

DAMMARIÉ-LES-LYS : Jacques Roynette.

JEUDI 25 NOVEMBRE

ROMANS et VALENCE : Gilles Martinet.

ANGERS : Marc Heurgon et François Pertus.

CAEN (Etudiants) : Jean-Marie Vincent.

BURES-SUR-YVETTE : Daniel Frachon.

VANVES : Edouard Depreux et Charles Picant.

ARCUEIL : Georges Servet et Henri Leclerc.

COURBEVOIE : Pierre Stibbe et Georges Gontcharoff.

VENDREDI 26 NOVEMBRE

SAINT-ETIENNE : Gilles Martinet.

METZ : Serge Mallet.

SAINT-QUENTIN : Claude Bourdet.

ARRAS : Guy Desson.

POITIERS (Etudiants) : Marc Heurgon et Jean-Claude Gillet.

LYON (CROIX-ROUSSE) : André Barthélemy et Jean Beaupère.

LUCON : Bernard de Singly.

SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE : Michel Hollard.

LORIENT : René Crouvisier et Roger Vallade.

NANTERRE : Edouard Depreux et Henri Longeot.

ACHERES : Lucien Weitz et Roger Belis.

GENNEVILLIERS : Pierre Stibbe, Georges Gontcharoff et Raymond Villiers.

AUBERVILLIERS : Jean Arthuys et Charles Picant.

CHOISY-LE-ROI : Christian Guerche et Henri Leclerc.

YERRES : Pierre Beregovoy.

MOULINS : Pierre Marchi.

CHERBOURG : Michel Fontes.

SAMEDI 27 NOVEMBRE

PERIGUEUX : Marc Heurgon.

SCEAUX : Edouard Depreux et Henri Leclerc.

IVRY : Edouard Depreux et Charles Picant.

AVRANCHES : Michel Fontes.

LIFFRE : Charles Foulon.

CHEVREUSE : Robert Verdier.

COUERON et REZE-LES-NANTES : Serge Mallet.

DIMANCHE 28 NOVEMBRE

PONTORSON : Michel Fontes.

SAINT-NAZAIRE : Serge Mallet.

LUNDI 29 NOVEMBRE

CLERMONT-FERRAND : Gilles Martinet.

PARIS (Ecole Centrale) : Marc Heurgon.

PARIS (Etudiants Médecine) : Serge Mallet et Jean-Marie Vincent.

SURESNES : Henri Longeot et Georges Gontcharoff.

CHAUNY : Gérard Constant.

MARDI 30 NOVEMBRE

CAEN : Serge Mallet.

AMIENS : Jean Poperen.

BOURG-EN-BRESSE : Marc Heurgon et Michel Hollard.

DOLE : Xavier Rousset.

CREIL : Gilles Martinet.

LIMOURS : Paul Parisot.

COLOMBES : Georges Servet et Georges Gontcharoff.

CHATEAUDUN : Jacques Kergoat.

MELUN : Jacques Roynette.

MERCREDI 1^{er} DECEMBRE

SAINTES : Gilles Martinet.

BESANÇON : Marc Heurgon et Jean Terce.

SOISSONS : Jean Poperen.

PARIS (Etudiants Sciences) : Jean-Marie Vincent.

MONTREUIL : Harris Puisais et Georges Gontcharoff.

BOBIGNY : Georges Gontcharoff.

MONTDIDIER : Georges Servet.

NEUVILLE-SUR-SAONE : André Barthélemy.

TOULOUSE : Serge Mallet.

JEUDI 2 DECEMBRE

SOTTEVILLE-LES-ROUEN : Gilles Martinet.

SAINT-CLAUDE : Marc Heurgon.

MACON : Edouard Depreux.

BRIVE : Serge Mallet.

ALENÇON : Michel Fontes.

ALBERT : Henri Longeot.

PARIS (12^e) : Jean Poperen.

PARIS (13^e) : Claude Bourdet et Gérard Carles.

VINCENNES - FONTENAY-SOUS-BOIS : Christian Guerche et Pierre Ringuet.

VENDREDI 3 DECEMBRE

CALAIS : Claude Bourdet.

TULLE et EGLETONS : Serge Mallet.

CHALON-SUR-SAONE : Edouard Depreux.

LONS-LE-SAUNIER : Marc Heurgon.

ROMAINVILLE : Jean Arthuys et Georges Gontcharoff.

BOULOGNE-SUR-MER : Jean Poperen.

Une délégation du Bureau national du P.S.U. a rencontré, le 16 novembre, une délégation de camarades socialistes israéliens avec qui elle s'est entretenue des problèmes du Moyen-Orient et notamment des relations judéo-arabes. Une seconde rencontre va avoir lieu prochainement.
T. S. reportera donc de quelques semaines la publication des positions arabes et israéliennes sur le problème de la Palestine.

NOTRE CAMPAGNE

JAMAIS le mécanisme plébiscitaire n'était apparu sous un jour aussi cru ; jamais le chantage n'avait atteint cette dimension. « De Gaulle ou le chaos, de Gaulle ou la catastrophe ! » Tel est le dilemme qui nous est offert dans un moment où il n'y a précisément aucune catastrophe en vue.

Aussi la tentation est grande de centrer toute notre bataille, dans ces dernières semaines de campagne, autour du thème du « pouvoir personnel ». Il faut cependant résister à cette tentation. Ce n'est pas en effet sur ce terrain que nous marquerons le plus de points contre de Gaulle.

Celui-ci se présente aujourd'hui comme un homme qui sollicite les suffrages de ses concitoyens. Il est vrai qu'il les sollicite d'une manière péremptoire et impérieuse et qu'il n'accepte pas une seconde l'idée d'être vaincu. Mais enfin, disent beaucoup de gens, il ne tient qu'à vous de le battre. S'il est battu, il s'en ira. Son « pouvoir personnel » aura pris fin.

Raisonnement discutable du point de vue de l'historien comme du point de vue du sociologue. Car l'expérience démontre que le jeu plébiscitaire enlève à l'opposition beaucoup de chances. Mais raisonnement qui porte et qui portera. C'est donc ailleurs qu'il faut centrer l'effort. Ce sont les effets du « pouvoir personnel », sa politique pratique qu'il faut combattre. Et bien entendu en traçant une autre perspective, en lui opposant une autre politique.

*
**

Chacun peut voir aujourd'hui à quel point nous avons raison de souligner la nécessité d'un programme et de ne pas nous contenter des vagues slogans de la défense républicaine.

Chacun peut voir aussi d'où viennent les initiatives concernant le programme.

Les organisations traditionnelles n'ont rien avancé de neuf et d'original. A quelques exceptions près, les déclarations

qu'elles nous proposent sont d'une faiblesse remarquable. Pour fuir les difficultés, on se contente de généralités sans portée et d'affirmations de bonne volonté. Le candidat de l'opposition a donc été obligé, pour plagier une formule célèbre, de prendre les idées là où elles se trouvent, c'est-à-dire dans la gauche nouvelle.

Tout ce qui a été dit et entrepris depuis des années ne l'a pas été en vain. Les campagnes parfois difficiles qui ont été engagées ont fini par avoir une influence sur l'opinion. On a commencé à le voir à propos du problème très particulier, mais très important, du contrôle des naissances (dont une partie de la gauche ne voulait pas entendre parler) ; cela a continué avec le gouvernement de législature, l'allocation d'études aux étudiants, la municipalisation du sol, etc. La gauche nouvelle peut mesurer ainsi l'importance de son action passée.

*
**

Est-ce à dire que l'essentiel de notre programme va pouvoir être repris par le candidat de l'opposition François Mitterrand ? Il serait absurde de l'imaginer.

L'essentiel de notre programme concerne les réformes de structure de caractère anticapitaliste et la politique internationale que ces réformes impliquent. Notre parti ne lutte pas, en effet, pour une orientation un peu plus à gauche de la société française actuelle : il a pour objectif la transformation de cette société et la création d'une démocratie socialiste. Il n'est certes pas hanté par des rêves révolutionnaires. Mais il pense qu'il est à la fois raisonnable, réaliste et efficace d'opposer au néo-capitalisme les solutions socialistes que l'évolution économique et politique a fait peu à peu mûrir.

Tout ce que nous voyons autour de nous en Europe est parfaitement clair. Qui renonce à « l'alternative socialiste » renonce du même coup à faire une politique très différente de celle des autres gouverne-

ments. L'expérience de Wilson et celle de Nenni sont à cet égard très significatives. Jean-Jacques Servan-Schreiber a tenté cette semaine de donner une justification théorique du phénomène. Il l'a fait d'une manière caricaturale, mais malheureusement juste : au terme d'une certaine logique, le rôle de la gauche serait d'aider le capitalisme et non de le détruire. Or, il ne serait pas sérieux de notre part de demander à un homme comme François Mitterrand d'aller au-delà de ce que représentent Wilson et Nenni.

Voilà pourquoi il nous faut continuer à développer une campagne autonome.

*
**

Certains nous disaient que cette campagne ne serait pas possible. Or le parti organise actuellement plus de deux cents réunions publiques. Ses militants collent 300.000 affiches et distribuent autant de brochures de propagande.

Notre attitude est comprise parce qu'elle correspond à ce que ressentent un grand nombre de travailleurs. Ceux-ci voient bien toutes les insuffisances de la bataille actuelle, mais, d'un autre côté, ils veulent accomplir un geste efficace. Or, que leur dit le P.S.U. ? Qu'il existe des solutions et qu'il ne faut pas hésiter à en parler même si elles ne figurent pas dans le programme du candidat, mais que celui-ci nous offre en même temps le seul moyen d'exprimer le 5 décembre notre hostilité au régime et notre espoir d'un changement.

Campagne autonome pour affirmer nos idées et peser ainsi sur l'évolution de la bataille. Consigne de vote claire en faveur de François Mitterrand afin de ne laisser aucune marge d'ambiguïté dont profiterait le régime. Voilà ce que nous avons dit à notre conseil national. Voilà ce que nous répétons maintenant dans tout le pays. Voilà comment nous entendons préparer l'avenir.

Gilles Martinet.

La vie politique

A DROITE : LECANUET

ON dit beaucoup cette semaine chez les observateurs politiques que « Lecanuet monte ». Il est vrai que le président du M.R.P. en congé de Parti mène habilement sa campagne. Mais il la mène de plus en plus en s'appuyant sur la droite.

Pour avoir le soutien de Pflimlin et l'espoir que les électeurs de l'Alsace voteront ainsi en plus grand nombre pour lui, il vient de lancer un appel aux « bons U.N.R. ».

Ce n'est donc pas en antigauilliste qu'il s'oppose à de Gaulle, c'est en réformateur du gaullisme. Cette position est logique pour un M.R.P. Si Lecanuet veut faire le maximum de voix il ne doit pas renier le parti de la fidélité d'hier ni désavouer le parti des ministres gaullistes du 13 mai, alors resserrés, tremblants autour d'un Pflimlin apeuré.

Une des conditions qu'il doit remplir c'est en effet d'apparaître plus comme gaulliste déçu que comme adversaire du pouvoir personnel.

Il propose donc un système présidentiel basé sur la Constitution de 1958, et il ne crie à la trahison que pour clamer son attachement à une Europe économiquement et politiquement orientée par tous ceux qui souhaitent la réaliser dans le cadre du néo-capitalisme.

On devine ainsi d'où peut venir le soutien financier important dont il a bénéficié.

Lecanuet continue également son opération de séduction vers la grande

bourgeoisie française et le grand capitalisme. L'antigaullisme héréditaire de certains fiels, nostalgiques du pétainisme, a certes été séduit par la campagne de Tixier-Vignancour, mais au moment du vote le garçon sérieux, ordonné, bien-pensant, rassurant, l'emportera sur l'avocat bouillant, brillant, mais tout de même aventuriste.

Lecanuet lutte également sur un troisième front, celui-ci ouvert sur la gauche. Il s'agit pour lui de retrouver ceux qui crurent en Defferre et ne suivent pas Mitterrand. Il a mesuré la déception de certains devant l'échec d'une Fédération où la technocratie allait être à son aise, ou bien des apolitismes pouvaient se regrouper sans se définir.

Il les recherche encore. Et Defferre ne lui dit pas « non » en pensant toujours que hors du soutien communiste il n'y a placé que pour une majorité allant de la S.F.I.O. aux démocrates que Lecanuet catalyse actuellement. Et Maurice Faure en futur Premier ministre démocrate, social et européen, réalise bien la synthèse de cette analyse.

Jusqu'à nous n'avons rien à dire.

En luttant ainsi Lecanuet se situe à sa juste place. Homme du Centre droit qui voudrait que sa jeunesse séduise à gauche en même temps que son passé rassure à droite. Cette tactique politique est habile. Elle ne peut être que combattue par nous. Avec Lecanuet, marginal de l'U.N.R., européen des trusts, néo-libéral des féodalités capitalistes, rien ne changera dans les structures de la société

française. L'équilibre du gaullisme ne sera pas rompu. Son immobilisme politique, même présenté d'une manière juvénile et assorti de la panacée européenne, c'est la survie d'une société que nous n'avons jamais cessé de combattre.

C'est pourquoi nous disons à ceux qui, d'esprit progressiste, seraient tentés par déception de rejoindre ses rangs, que ce geste serait une trahison à leurs principes. Ils tomberaient dans un piège habilement tressé. Ils donneraient une espérance à un courant que toujours jusqu'ici ils ont combattu.

Nous disons à tous ceux pour qui le socialisme est une raison de lutte, surtout s'ils pensent que par leur

effort il est possible d'en dégager des solutions modernes, efficaces et justes, que leur place est à nos côtés.

Aujourd'hui, avec nous, ils doivent peser de tout leur poids pour que le candidat unique de la gauche, choisisse et définisse plus clairement une politique inspirée des principes du socialisme.

Après le 6 décembre, la lutte continuera. Difficile, mais avec plus de chances de succès pour l'avenir, si des idées ont été affirmées, qui vont dans notre sens.

Il y a des moments où il faut savoir vaincre le découragement et choisir ses vrais amis.

Harris Puisais.

Communiqué du Bureau national du P.S.U. sur les accords pétroliers franco-algériens

A propos du débat parlementaire récent sur la ratification des accords pétroliers franco-algériens, de nombreux camarades ont demandé au Bureau national de préciser la position du P.S.U. sur ce problème.

L'étude des accords met en évidence deux éléments. La politique énergétique française, d'une part, qui est menée avec un évident souci d'avantager des sociétés privées aux dépens des entreprises nationales ; ce qui appelle de notre part les plus expresses réserves. Mais, d'autre part, l'aspect le plus important de ces accords est la mise sur pied d'un système de coopération technique entre deux pays d'inégal développement qui appelle l'approbation. Ce dernier étant politiquement le plus important, le P.S.U. se déclare favorable à la ratification de ces accords.

QUI ÊTES-VOUS ?...

Pierre MARCILHACY

“Je suis un libéral social”

Comme un défi, M. Marcilhacy a installé sa permanence boulevard Saint-Germain, à deux pas du siège de l'U.N.R. De l'autre côté du boulevard, l'Assemblée nationale présente aux promeneurs sa triste architecture. Les rares passants n'ont pas un regard vers cette bâtisse jadis glorieuse, aujourd'hui endormie. Seule la présence de quelques gardes républicains en faction donne à ce coin de Paris un aspect insolite.

Au lendemain de la déclaration « historique » du général de Gaulle, M. Marcilhacy a bien voulu recevoir un représentant de « Tribune ». Contrairement au P.C. de Tixier-Vignancour (voir « Tribune » n° 259), il régnait à la permanence de M. Marcilhacy un calme étonnant. Point de garde du corps décoré, point de secrétaire-vamp. Juste quelques journaux posés ça et là sur une petite table me rappellent soudain que je suis dans les bureaux d'un candidat à la Présidence de la République. Ces lieux ressemblent à mille et un bureaux d'avocat ou d'architecte parisiens. Une secrétaire comme on en rencontre partout m'invite rapidement à rejoindre M. Marcilhacy dans son bureau.

« Vous voulez savoir ce que je pense de la déclaration du général de Gaulle ? » C'est par ces mots que le candidat à la Présidence m'accueille, la main tendue, le regard franc, l'œil vif. M. Marcilhacy ressemble à quelque solide paysan charentais. L'homme est d'un contact agréable, voire sympathique. Il s'exprime avec assurance, sans emphase.

« Quel que soit le sentiment que l'on a vis-à-vis du général de Gaulle, c'est un personnage historique. Eh bien ! je suis effondré — il précise — effondré. Tout à coup, cet homme a ses 75 ans. Du personnage du 18 juin à celui du 4 décembre, quelle déchéance !

Visiblement, M. Marcilhacy est peiné, l'homme avait de l'estime pour le général de Gaulle. Soudain, il se lève et déclare — comme devant mes pensées : « Je n'ai jamais été gaulliste, et pourtant j'attendais autre chose du chef de l'Etat que cet appel électoral de chef-lieu de canton. » Il s'anime : « Malheureusement, j'ai peur que les Français soient encore sensibles à cette démagogie du café du commerce. Je suis consterné de voir que le peuple dit « le plus spirituel de la terre » accepte de tels propos. » Soudain, le ton change, M. Marcilhacy sourit et ironiquement, déclare : « Cessons de parler de de Gaulle, ce n'est guère amusant. »

Pourtant, M. Marcilhacy a ceci de commun avec le Président de la République : comme de Gaulle, il se défend d'appartenir à un parti politique. « Je n'ai jamais appartenu à un parti politique. » Cette phrase reviendra souvent dans la conversation.

... Je regrette le retrait de Defferre...

— Politiquement, où vous situez-vous, à droite, au centre ?

En guise de réponse, M. Marcilhacy lève les bras au ciel : « Il faudrait que j'invente un terme, répond-il. Au Sénat, je suis à la Montagne, au centre, en bout. C'est tout mon programme. Je suis un personnage indépendant. Je n'ai pas d'ambition personnelle, je déteste les honneurs. Je veux présenter aux Français l'image d'un candidat totalement libre et totalement honnête. S'il fallait trouver un terme pour me définir, je dirais que je suis un libéral-social. »

— Vous disposez de peu de moyens pour votre propagande électorale !

— C'est vrai ! Tixier-Vignancour a son cirque. La gauche a sa presse, moi je me contente d'expliquer pas à pas le problème de l'élection du 5 décembre. On m'a proposé de l'argent. J'ai refusé pour rester libre. Je ne dispose ni d'argent, ni de cirque, ni de voiture. »



LE CANDIDAT SOLITAIRE

— A propos, que pensez-vous de Tixier-Vignancour,

Cette fois, M. Marcilhacy réfléchit longuement avant de répondre :

« Je ne voudrais blesser personne, disons simplement que nous n'avons jamais été du même bord, ni avant la guerre, ni sous l'occupation, ni durant la IV^e République. En février dernier, un tixieriste m'a demandé pourquoi je ne me suis pas rallié à la candidature de Tixier-Vignancour ? J'ai répondu : Je n'ai hésité qu'une fois, à me rallier à celle de Gaston Defferre. »

— En somme, vous regrettez le retrait du leader S.F.I.O. ?

— Oui ! Je regrette beaucoup que Defferre ne soit plus candidat, cela nous aurait évité le retour du Front Populaire. Et j'ajouterais que je regrette que cela ait servi aux deux responsables de sa disparition, Guy Mollet et Lecanuet.

— A ce propos, croyez-vous que la candidature de M. Lecanuet vous fasse perdre des voix ?

— C'est probable.

— Que pensez-vous de François Mitterrand ?

— J'ai toujours eu d'excellentes relations avec Mitterrand. Nos familles se connaissent bien. Je crois d'ailleurs lui avoir ouvert la voie de la candidature à la Présidence de la République par un article paru dans « Le Monde » où j'indiquais que seul lui et moi avons été des opposants sans défaillance au régime. Je regrette pour lui qu'il ait accepté le parrainage du Parti communiste. »

— En conclusion, croyez-vous que le chef de l'Etat sera en ballottage au soir du 5 décembre ?

— Peut-être ! S'il est en ballottage, ce sera à cause de moi. Je suis le seul qui lui prendra des voix, car je suis le seul à n'appartenir à aucun parti. »

(Propos recueillis par Dominique Laury).

L'homme d'aucun parti

M. Pierre Marcilhacy est né à Paris le 14 février 1910 ; ses origines charentaises lui viennent de sa mère. Après avoir terminé ses études de droit, il choisit, en 1936, la carrière journalistique qui le conduit dans les locaux de Paris-Soir où il occupe un poste de secrétaire de rédaction. Le tirage du journal approchait alors les 2 millions d'exemplaires. En 1938, il épouse Mlle Van Heutz, petite-fille du « Lyautey de la Hollande » qui se fit apprécier comme pacificateur des Indes néerlandaises.

En 1939, lors de la déclaration de guerre, il est rappelé sous les drapeaux ; démobilisé, en 1940, avec le grade d'aspirant, il s'inscrit alors au barreau de Paris. Second secrétaire de la conférence du stage, il défend de nombreux résistants ; cela lui vaudra l'estime de beaucoup, dont celle de plusieurs dirigeants du P.C.

La paix revenue, Pierre Marcilhacy succède à son père comme avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

C'est en 1948 que les notables charentais l'envoient siéger au Conseil de la République. Depuis cette date, il n'a pas cessé de représenter la Charente au Palais du Luxembourg. Il est aussi conseiller général de Jarnac, bourg dont François Mitterrand est originaire.

Elu sous l'étiquette de « modéré », le caractère indépendant de ce sénateur de haute taille devait l'éloigner des formations politiques ; pendant quelque temps, il fut apparenté au groupe des indépendants mais en 1962 il a quitté cette formation — d'une grande souplesse et cependant — afin de disposer d'une entière liberté dans ses votes et interventions que chacun s'accorde à trouver d'une grande valeur.

Auteur d'un livre « Les Chouans de la liberté, ou vingt années d'observations politiques », M. Marcilhacy reconnaît, avec quelque amertume peut-être, qu'il est le moins connu de tous les candidats. En dehors de son département, le sénateur de la Charente n'a jamais fait parler de lui ; seules, quelques « Tribunes libres » du « Monde » permettaient à un public restreint de savoir qui était M. Marcilhacy dont la presse commença à parler un soir d'avril dernier à l'issue d'une Convention libérale organisée à Issy-les-Moulineaux par Jean-Paul David, célèbre il y a quelques années par son mouvement de propagande anticommuniste « Paix et Liberté ». Les ondes de la R.T.F. lui donnèrent hebdomadairement asile sous la IV^e République.

Il fallait, à ces brillants démocrates, un candidat de taille sinon de poids qui ne soit pas trop discuté dans les formations conservatrices voisines. La règle du suffrage universel en matière d'élection présidentielle, impose en effet le choix d'un homme qui fasse sur son nom l'union la plus large ; saluons donc la pertinence des « libéraux » de Jean-Paul David : le choix de cette convention ne fut pas discuté ; on n'en parla point !...

Et jusqu'à ce jour, aucun parti politique ne s'est rallié à M. Marcilhacy ; il n'en poursuit pas moins sa longue marche en direction d'un Elysée perdu dans les brumes partisans ; ce dont il se défend, par ailleurs, signalant que c'est le seul point qui le rapproche du général de Gaulle : l'un et l'autre n'appartiennent à aucun parti.

Soit. De Gaulle, dans sa méprisante solitude, est servi par une troupe de laquais tandis que Marcilhacy est entouré d'une troupe d'amis qui se servent de lui comme d'un laquais.

Domage ; M. Marcilhacy est un conservateur, mais l'homme mérite le respect.

La victoire dépend du vote des femmes

C'est la première fois, en notre pays, que le suffrage universel va être amené à désigner le Président de la République.

Comme ses concurrents, le calme sénateur de la Charente a pris conscience de l'importance que représenteraient les moyens audio-visuels mis à la disposition des différents candidats.

Le sénateur Marcilhacy a bien écouté les confidences d'Alain Peyrefitte et il en a conclu que seules les deux heures de télévision lui donneraient la possibilité de se faire connaître... et apprécier ; il se doutait bien que le journal télévisé serait réservé à mettre en valeur les réalisations de qui vous savez...

Deux heures, c'est bien peu lorsqu'on est un homme n'ayant jamais recherché une publicité tapageuse. Or, ce système électoral conduit, on le sait, à la « vedettisation » de l'homme public. Il faut, en quelques instants, alors que les citoyens dinent paisiblement, s'imposer à leur table sans y avoir été invité...

Aussi, M. le sénateur a-t-il fait appel à un journaliste de talent pour le conseiller et aussi le présenter dans une brochure intitulée « Monsieur Y ».

L'auteur, Alain Ayache, d'après son éditeur, « est au journalisme ce que le punch est à la boxe. C'est un jouteur... Bien des auteurs, avec plus ou moins de sérieux, se sont penchés, en philosophes, sur l'art et la ma-

nière de plaire... Mais si cet art, aujourd'hui, s'appelle la drague, c'est qu'il faut séduire vite. En cette époque dominée par la vitesse, la victoire, en ce domaine comme dans d'autres, ne peut être que prompt. Il faut donc connaître à fond et en pratique l'art de conquérir... »

Et M. Marcilhacy, avec humour, a choisi un bon professeur : Alain Ayache, dont l'éditeur Pierre Horay publiait en 1960 les 166 pages qui constituaient le « Guide du parfait dragueur ».

Bon courage M. le sénateur... Elles sont plus de 10 millions.

JAMAIS PLUS HIROSHIMA !

Nous avons aujourd'hui la certitude que l'offre de reddition japonaise de juin 1945 PRECEDA le double bombardement atomique du Japon. Les 300.000 vies d'Hiroshima et de Nagasaki auraient pu, auraient dû être épargnées ; les survivants mènent une vie lamentable, la leucémie les guette, ils ne se marient pas, craignant d'engendrer des monstres !

CELA NE DOIT PAS SE REPRODUIRE !

Notre ignorance, notre silence, notre abstention seraient criminelles. Lisez les révélations — indispensables à votre action civique — contenues dans « JAMAIS PLUS HIROSHIMA », du Dr R.-C. Vialletel. - En souscription :

C. C. P. NANCY 135513
L'exemplaire 1 Fr. - Les 6 pour 5 Fr.

Nouvelle vague de répression en Iran

Après le congrès publicitaire de Téhéran contre l'analphabétisme dans le monde (auquel notre gouvernement, qui maintient de bonnes relations avec la Cour impériale, a donné sa caution), le Chah d'Iran vient de célébrer avec beaucoup de pompe le 25^e anniversaire de son règne.

L'opinion publique européenne connaît très mal la situation sociopolitique de l'Iran. Or, c'est certainement une des dictatures les plus odieuses que le monde connaisse actuellement. Il n'existe pratiquement aucune liberté politique. L'Armée, la Police et la Savak (la C.I.A. iranienne) contrôlent tout et persécutent avec une rare brutalité les opposants et en particulier les militants socialistes et marxistes. Un tract antigouvernemental trouvé dans une poche vaut trois ans de prison. Assassins et tortures dans les prisons (pleines d'intellectuels, de professeurs à l'Université, d'étudiants, de chefs religieux et de simples militants) sont monnaie courante.

Quant à la misère, elle coexiste avec des fortunes scandaleuses au premier rang desquelles se trouve naturellement celle du Chah.

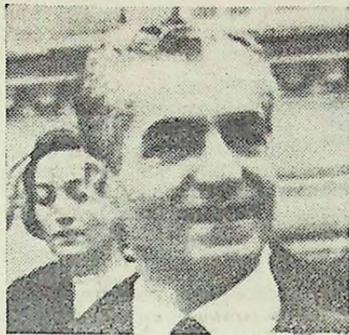
Dans ce contexte, et étant donné l'interdiction absolue de toute activité politique, rien d'étonnant si des attentats ont lieu contre le Premier ministre Mansour (tué par plusieurs balles dans le ventre) et contre le Chah, dans son palais de marbre (attentat manqué). Après ce dernier attentat, fait par un soldat de garde du Palais, au mois d'avril dernier, le régime a arrêté un groupe d'intellectuels progressistes sous l'inculpation d'avoir participé à l'organisation de cet attentat. Le tribunal militaire de Téhéran vient de condamner injustement deux d'entre eux à la peine capitale et les autres à de lourdes peines de prison (allant de trois à dix ans) pour « avoir étudié et distribué des brochures marxistes » !

Un Front national dynamique et résolu a été constitué, il y a quelques mois, regroupant divers partis et organisations politiques opposés à la dictature du Chah et à l'impérialisme anglo-américain. La Ligue des Socialistes iraniens constitue l'aile gauche de ce Front et, dans des conditions très difficiles, mène un vigoureux combat pour l'indépendance nationale. Le régime du Chah redoute l'activité et l'extension du F.N. et multiplie les mesures d'intimidation et de répression : il vient d'arrêter arbitrairement un grand nombre de dirigeants du Front, notamment Khalil Maleki, le leader socialiste, et quatre membres du Comité central de la Ligue des Socialistes iraniens.

Khalil Maléki est un homme âgé,

malade, épuisé. Depuis deux ans, les médecins et les cardiologues lui ont rigoureusement interdit toute activité physique et intellectuelle intenses. Depuis deux ans, il n'a aucune responsabilité politique officielle au sein de la Ligue des Socialistes. Privé des soins nécessaires, sa santé est gravement menacée en prison. Le régime lui reproche d'avoir rencontré des socialistes européens à Téhéran, à son domicile !

Nous protestons vigoureusement contre ces arrestations arbitraires et contre les traitements inhumains infligés aux prisonniers politiques en Iran. Nous apportons notre soutien total aux socialistes iraniens et à tous les combattants iraniens qui luttent contre la dictature, contre l'impérialisme et pour l'indépendance politique et économique de leur pays. Nous demandons la libération de tous les prisonniers politiques en Iran ou un procès public et loyal, et dans les meilleurs délais, pour eux, avec la participation des représentants de la Fédération internationale des Droits



(Photo A.D.P.)

Le SHAH : une fortune scandaleuse.

de l'Homme et des représentants de la presse progressiste mondiale.

Nous sommes sûrs que le peuple iranien ne tolérera pas éternellement la dictature du Chah, le pillage de ses ressources nationales (et en particulier, le pétrole) par les impérialistes et la misère et le sous-développement qui en résultent. Il fera bientôt parler de lui et le « complot de silence » des journaux dits d'information à propos de ce qui se passe en Iran prendra fin. En attendant, les hommes de gauche européens ne doivent pas, ne peuvent pas, rester indifférents à la violation des Droits de l'Homme en Iran. En apportant leur soutien moral et matériel au Front national iranien et à la Ligue des Socialistes iraniens, ils peuvent, ils doivent montrer et démontrer que la fraternité et la solidarité socialistes existent réellement.

la constitution de toute coalition gouvernementale dirigée par Eshkol et, à la faveur de l'instabilité, ils espèrent accroître sans cesse leur influence. Que proposaient-ils de concret, de positif, pour remplacer le « socialisme démodé » qu'ils dénonçaient dans le Mapai ? Un de leurs adversaires fournit une réponse astucieuse à cette question ; il éditait un petit carnet intitulé « Le grand programme du Rafi » et, après avoir jeté un regard sur les feuillets d'une blancheur immaculée, sans qu'y figure un seul mot, le « lecteur » trouvait, à la fin du carnet, cette explication : ce néant, c'est le programme du Rafi...

Contre ces deux dangers, le Mapam appelait à voter pour le renforcement de la gauche socialiste, seule capable de fournir des réponses valables dans le domaine social comme dans la défense de la démocratie et l'élaboration d'une politique internationale dynamique. Le Mapai, en effet — ses années de pouvoir l'ont montré — a permis la montée de « nouveaux riches », alors que de nombreux déshérités tombaient sous l'influence de la droite ; le même Mapai avait engendré le « Rafi » qui entendait contester les principes fondamentaux de la démocratie israélienne ; et seule une consolidation de la gauche du Mapam, était en mesure de mettre nettement fin à cette évolution. Cependant, les dirigeants du Mapai tablaient sur la « stabilité » et aussi sur la puissance considérable de leur appareil gouvernemental, syndical et municipal, mobilisé à cent pour cent dans la campagne électorale.

Que montrent les résultats des élections du 2 novembre ?

Nous tirerons ici les deux conclusions qui semblent les plus frappantes.

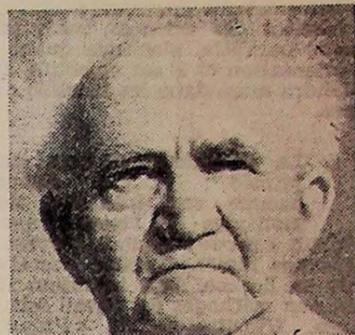
1) Le « Front », composé du Mapai et de son « compagnon de route » Ahdout Avoda, a remporté la victoire, c'est incontestable. Les Israéliens ont refusé l'aventure, aussi bien celle du Héroul que celle du Rafi. Certes, la démagogie de la droite a amené les « très pauvres » à voter avec les « très riches » contre la moindre velléité socialiste, mais on est, heureusement, très loin de cette « montée irrésistible » que nous promettait le ténor de la droite, Béguin.

De même, les espoirs démesurés des amis de Ben Gourion n'ont même pas connu un début de réalisation et, pour l'heure tout au moins, des hommes comme Pérès, Dayan et quelques autres doivent regretter amèrement la scission qu'ils ont opérée dans leur ancien parti, le Mapai.

Le « Front », à prédominance écrasante du Mapai, a recueilli, outre l'appui de ses fidèles, des dizaines de milliers de voix de gens qui n'en font pas partie — et même de membres d'autres groupements — dès qu'il apparut que le principal objectif était de barrer la route à la droite (ou aux droites...). Nombreux sont ceux qui ont exprimé leur entier accord avec les analyses du Mapam et avec le caractère radical des solutions que nous préconisons, mais, dirent-ils, il faut surtout épauler Eshkol dans sa lutte contre les assauts du Héroul et du Rafi. On voudrait bien se souvenir

que le Mapam avait proposé sa participation à une entente de gauche, à condition que soient adoptées des mesures contribuant à la solution des problèmes sociaux les plus urgents des masses déshéritées qui, dans leur désarroi, préfèrent voter à droite. Mais le fait est là : l'électeur a préféré appuyer Eshkol, et si le Mapam maintient son influence intacte, il faut bien dire que c'est un renforcement que nous espérons de ces élections. La droite a été battue, repoussée, mais la gauche aurait dû obtenir davantage de renforts !

2) Pratiquement, les communistes juifs ont disparu de la carte politique d'Israël ! Leurs « frères ennemis », les communistes « arabes », qu'accompagnent quelques juifs, ont bénéficié de l'appui des éléments les plus extrémistes (voire irrédentistes !) au



(Photo Keystone.)

BEN GOURION : des espoirs démesurés.

sein de la population arabe, et on est en droit de se demander dans quelle mesure cela va améliorer la situation des citoyens arabes d'Israël, surtout quand on songe que cette liste a reçu l'appui officiel et répété de... Radio Le Caire !

L'Ahdout Avoda, dès le lendemain des élections, a parlé de « resserrement des liens » avec le Mapai, et les observateurs sont pratiquement unanimes pour prévoir une assez prochaine fusion des deux partis, ce qui équivaldrait en fait à la disparition du Ahdout Avoda, très minoritaire (moins d'un quart) au sein du « Front ».

Ainsi, un résultat peut-être inattendu de cette campagne électorale aura été de montrer — ce que nous n'avons cessé d'affirmer — qu'à la gauche du Mapai il n'y a qu'une force réelle, stable et conséquente, le Mapam. Il s'agit, désormais, de conquérir les déçus des autres groupes et, surtout, des nouveaux militants qui assureront un nouvel essor à la gauche israélienne.

Quant aux prochaines perspectives, le secrétariat du Mapam a clairement indiqué que ce n'est que sur la base d'un accord dans le cadre d'un « programme minimum commun » que le parti envisagera la possibilité de sa participation à une coalition gouvernementale dont la tâche essentielle serait de servir les intérêts des travailleurs, des démocrates et des militants du rapprochement israélo-arabe, tout en liquidant les sources de croissance des forces de droite.

Les commentaires en Israël sur les élections

De notre correspondant à Tel-Aviv

En allant déposer son bulletin de vote dans l'urne, l'électeur israélien conscient savait qu'un choix fondamental lui était imposé. Ou bien il allait se déclarer favorable, avec ou sans réticences, à l'hégémonie des forces sionistes et travaillistes en Israël, ou bien il allait inviter la droite — celle du Héroul ou celle du Rafi — à « prendre la succession ».

C'est bien ainsi que l'ensemble des forces de gauche et même du centre avaient défini l'enjeu de la bataille. Les récentes élections à la Histadrout, qui avaient permis une inquiétante percée de la droite au sein de la classe ouvrière, étaient vivement présentes à l'esprit, d'autant plus que les dirigeants du Héroul, et M. Béguin en premier lieu, ne faisaient

pas mystère de leur objectif : devenus, pour l'instant, deuxième parti de la Histadrout, ils entendaient enlever la première place au Parlement afin de devenir l'« alternative » à ce qu'ils présentaient comme un gouvernement socialiste, voire « marxiste » !

Dans leur proche voisinage, les chefs du Rafi, Ben Gourion, Pérès, Almogui et Dayan entendaient « décapiter » la vieille garde de leur ancien parti, le Mapai. Ils voulaient mettre fin à la carrière politique et à l'orientation timidement socialiste d'Eshkol, de Golda Méir, de Z. Aranne et des autres « anciens » qui — après de longues années de docilité — avaient fini par ne plus accepter la dictature de Ben Gourion. Ils voulaient rouvrir le « dossier Lavon » et replonger le pays dans des diatribes dont le vieux leader avait fait son cheval de bataille « au nom de la vérité ». Ils voulaient obtenir suffisamment de poids pour empêcher

La V^e République et la haute administration ou le règne des « jeunes messieurs »

C'est sous ce titre que paraît le n° 34 du *Courrier de la République* (1) que dirige Pierre Mendès-France.

Après avoir rappelé que les différents éléments de la gauche française ne se rapprocheront en vue d'une collaboration durable que sur la base de réflexions approfondies sur les problèmes posés et sur les solutions destinées à y faire face, les auteurs de cet important numéro ajoutent : « Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les institutions et, à ce sujet, nous avons déjà soumis des propositions. Mais cela est vrai aussi en ce qui concerne l'Administration de ce pays et les mœurs qui y prévalent. »

En effet, on ne peut rester insensible à la lecture de certains chiffres qui, malgré la sécheresse de la statistique, n'en sont pas moins remplis d'un pouvoir évocateur : quelles sont les origines des élèves de l'E.N.A. ou de Polytechnique ? Quelles sont les orientations suivies par ces mêmes élèves à leur sortie de l'École ? Que deviennent les jeunes talents, promis au bel avenir, mais dont la « condition d'origine » laisse planer un doute sur leurs sentiments vis-à-vis de la « société en place » ? Voici des questions auxquelles il faut répondre, si l'on veut comprendre le véritable sens du

« nouvel esprit » qui hante les couloirs feutrés de la haute administration ; d'une part la tentation d'abus, voire d'abuser, de moyens d'action assez considérables et, d'autre part, la soumission quasi totale aux volontés supposées du pouvoir même lorsque l'expression de ce dernier est demeurée muette.

Il est probable que les habitudes prises par ces « jeunes messieurs » seront, demain, autant de freins qui limiteront les orientations nouvelles de la transition entre le gaullisme et la démocratie socialiste pour laquelle nous combattons depuis tant d'années.

C'est pourquoi il n'est pas inutile d'envisager, dès aujourd'hui, les réformes profondes dont l'E.N.A. devra bénéficier, notamment en ce qui concerne le recrutement, pour devenir un corps de spécialistes au service de l'Etat et non un soviet des « happy few » au service des traditionnelles classes dirigeantes.

Qu'on le veuille ou non, une ouverture de l'administration suppose, déjà, que soit résolue la nécessaire démocratisation de l'enseignement. Et là, incontestablement, il y a crise.

(1) 25, rue du Louvre, Paris (1^{er}).

Le Plan Fouchet-Zamansky

Rémy Grillaud.

La réforme des études supérieures prévue par le plan Fouchet s'appliquera intégralement à partir d'octobre 1966 : c'est la décision prise par le ministère de l'Education nationale. Nos informations concernent surtout les facultés des sciences, mais une réforme parallèle, identique quant à son orientation et à ses objectifs, interviendra aussi dans les facultés des lettres.

1 La propédeutique sera supprimée : conçue d'abord comme une initiation aux méthodes de l'enseignement supérieur, « propé » tendait à devenir un barrage réglant l'entrée des étudiants en licence, sans initiation sérieuse aux méthodes de travail scientifiques. L'institution du « Premier cycle de l'enseignement supérieur » concrétise l'abandon de la vocation initiale de propédeutique. Ce premier cycle n'est pas un cycle d'orientation, puisque les deux années du premier cycle sont cloisonnées en quatre sections dès le début de la première année. Les programmes de ce premier cycle ne sont pas encore définitivement fixés. Il est toutefois acquis qu'ils seront d'un niveau supérieur à ceux de la propé actuelle. Les informations partielles que nous avons semblent montrer qu'ils seront conçus comme devant essentiellement fournir une somme de connaissances : par exemple, les nouveaux développements de la physique moderne (envisagée d'un point de vue expérimental) seront ajoutés à ceux de la physique classique sans qu'une refonte totale soit prévue en fonction des théories les plus récentes ; d'autre part la référence aux programmes des classes préparatoires aux grandes écoles est révélatrice.

2 A l'issue du premier cycle, trois voies seront possibles (et non deux comme l'a indiqué une grande partie de la presse) :

- La préparation de la maîtrise en deux ans ;
- La préparation en une année de la licence d'enseignement (vers les premiers cycles de l'enseignement secondaire) ;
- L'entrée dans les instituts technologiques universitaires (I.T.U.). Il faut remarquer que le recrutement essentiel de ces I.T.U. s'effectuera à l'issue de l'enseignement secondaire.

Un point important est encore en discussion : l'orientation à l'issue du premier cycle serait impérative.

3 Le second cycle de l'enseignement supérieur : la maîtrise. Les maîtrises suivantes sont prévues : mathématiques, physique théorique et mécanique, physique, physique orientée vers la chimie, chimie physique, chimie, biochimie, biologie animale, biologie végétale, géologie. Les maîtrises de mathématiques appliquées, mécanique appliquée et informatique sont également envisagées. « Les études seront plus canalisées qu'actuellement pour éviter l'excès actuel des combinaisons multiples ». Alors que le développement scientifique implique l'apparition de nouvelles disciplines, et par suite une organisation très souple des structures d'enseignement leur permettant de suivre à mesure le développement de la recherche, la réorganisation actuelle risque de scléroser encore davantage l'enseignement. Un exemple : il y a vingt ans, la biochimie était quasi inconnue dans l'université française ; M. le professeur Monod, Prix Nobel pour ses recherches en biochimie, a expliqué dans une interview au *Nouvel Observateur* quelles difficultés il avait eues pour obtenir la création d'un certificat de biochimie. Maintenant, la biochimie a droit de cité, et une maîtrise de biochimie a été prévue. Mais qu'une nouvelle discipline apparaisse ce n'est plus un certificat dont il faudra obtenir la création, c'est celle d'une structure de deux années. On mesure ainsi la lourdeur du système prévu. De nombreuses propositions peuvent être faites quant à l'organi-

sation de la licence, mais ce qu'il fallait préserver c'était la multiplicité des combinaisons par un système d'options. Or c'est ce que refuse la réforme en cours.

4 L'agrégation est maintenue, et certains envisagent même la création d'un concours préalable entre les « maîtres des sciences », pour déterminer ceux qui seraient autorisés à préparer le concours de l'agrégation.

Le troisième cycle sera organisé en une année sanctionnée par un diplôme d'études approfondies (D.E.A.), précédant les travaux personnels de recherche (thèse).

Le recrutement des assistants de l'enseignement supérieur se fera par la condition nécessaire : maîtrise + D.E.A. (il y a seulement quelques années beaucoup d'assistants étaient recrutés à partir de la licence).

La réforme prévue est le prolongement de celle qui est intervenue dans l'enseignement secondaire. Les mêmes principes y sont appliqués :



(Photo A.D.P.)

Le doyen Zamansky.

barrages réglant l'entrée dans le cycle immédiatement supérieur, cloisonnement entre les structures d'enseignement (d'une part, les cycles longs, d'autre part, les cycles courts dispensés dans les I.T.U.) ; sélection de « l'élite ».

Il faut toutefois reconnaître que jusqu'à présent les principes qui ont constamment guidé l'action gouvernementale étaient camouflés par des déclarations pseudo-humanistes plus ou moins vagues. Ces déclarations cachaient la cohérence du projet politique, et parmi les opposants à la politique gaulliste, beaucoup mettaient en avant l'incohérence des réformes gaullistes de l'Education nationale.

Le doyen de la Faculté des sciences de Paris aura eu un grand mérite, celui d'explicitier clairement le sens et la cohérence de la réforme de l'enseignement supérieur : tel était le but de sa conférence de presse du vendredi 12 novembre largement reproduite dans la presse du lendemain ; tel était aussi le but de sa déclaration devant le conseil restreint de la Faculté des sciences de Paris (une dizaine de professeurs), le 6 mai 1965, et rendue publique il y a quelques jours.

Paris-Presses a notamment retenu que M. Zamansky revenait de sa partie de tennis lorsqu'il s'est adressé aux journalistes ; *Combat*, que la nouvelle Faculté des sciences était construite sur le plan de l'Escurial, et *Le Monde*, que M. Zamansky ne subissait pas la loi si générale selon laquelle « l'accès aux responsabilités et aux honneurs rend le plus souvent conformiste ».

Il y a plus sérieux : les deux textes peuvent nous permettre de préciser les objectifs des tenants de la réforme Fouchet :

1 La nécessité d'une sélection. Le doyen de la Faculté des sciences de Paris a, en effet, affirmé : « L'accroissement de la population de la France, la scolarisation prolongée obligatoire (ce qui est hélas ! bien différent de la scolarisation prolongée de tous ceux qui peuvent en bénéficier) vont mener une masse considérable d'enfants jusqu'à la fin des études secondaires, au sens large, c'est-à-dire au baccalauréat. Faut-il admettre que tout bachelier pour la seule raison qu'il est titulaire d'un baccalauréat qui a, et qui aura de plus en plus la forme d'une écumoire, ait le droit de s'inscrire à la Faculté, quelles que soient ses aptitudes, quelle que soit la nature des études faites ? La réponse, à mon avis, est non. On imagine mal que notre activité enseignante assurée par des hommes de grande valeur, soit offerte à des jeunes gens dont au moins 30 % ne sont pas capables d'en tirer des fruits. »

On comprend ainsi les raisons qui ont conduit M. Zamansky à exiger l'institution d'un examen d'entrée dans les Facultés de sciences.

Il est clair aussi que cette sélection vise les étudiants qui travaillent, mais M. Zamansky a déjà répondu à cette objection : « Est-ce que tous ceux qui travaillent doivent faire des études supérieures ? »

Croyez-vous, par exemple, que tous les instituteurs, parce qu'ils sont instituteurs, peuvent suivre nos enseignements ?

Il n'est pas possible de ne pas être responsable, au moins en partie, de ses actes. Lorsqu'un étudiant a choisi le mariage et les charges de famille à 21 ans, il doit savoir que ses études sont bien compromises.

2 La hiérarchisation des Facultés de sciences : c'est là un objectif nouveau non directement impliqué par le plan Fouchet. M. Zamansky a, en effet, déclaré : « Pour de nombreux motifs, les Facultés de sciences auront de plus en plus des qualifications différentes : je ne le regrette pas loin de là. La liberté peut prendre des formes diverses, et je crois qu'il faut rompre le maléfice qui pèse sur l'université et qu'on peut résumer ainsi : la Faculté des sciences de Paris ne peut obtenir aucune décision intelligente qui l'intéresse, aucun moyen pour ce qu'elle est en volume et en qualité parce qu'il faudrait que les mêmes mesures s'appliquent à toutes les facultés. Il faut comprendre que deux notions sont ici volontairement mêlées : d'une part la diversification des tâches de chaque faculté, leurs caractéristiques propres (nombre d'étudiants), et d'autre part l'institution d'un « ordre » selon la qualité. La Faculté des Sciences de Paris a pris, la première, le départ dans la course vers la qualité en entendant sélectionner et éliminer les étudiants. Mais les autres facultés accepteront-elles d'être distancées ? N'allons-nous pas assister à un renforcement des mesures de sélection et d'élimination dans les autres facultés ? »

3 La collaboration université-industrie. Le doyen de la Faculté des sciences de Paris envisage de passer des contrats de recherche avec l'industrie, c'est-à-dire très exactement de « vendre la production scientifique de la faculté » pour pouvoir posséder un budget autonome. Cela veut donc dire un contrôle de l'industrie sur des secteurs importants de la faculté, la primauté de la recherche appliquée et de la recherche de développement sur la recherche fondamentale. Il s'agit aussi de la légalisation d'une situation de fait, car dès maintenant nombreux sont les laboratoires qui fonctionnent grâce aux commandes et aux crédits de secteurs extra-universitaires, par exemple, la D.R.M.E. (recherche militaire). Nombreux sont aussi les professeurs de faculté (physique et chimie) qui occupent des postes de direction de recherche dans des firmes privées (Compagnie Pechiney, par exemple).

Toutefois la légalisation de ces pratiques conduira certainement à leur accroissement et c'est une des premières fois que leur législation est ouvertement exigée par une « autorité universitaire ».

4 Briser les organisations syndicales. Agents administratifs, enseignants et étudiants : chacun a trouvé sa part dans les déclarations de M. le Doyen :

a) Il faut mettre fin au « scandaleux avancement à l'ancienneté » des agents administratifs, défendu par leurs syndicats. L'argent « gagné »

grâce à la vente des découvertes scientifiques des universitaires devrait permettre de distribuer des primes aux agents les plus dévoués (sic).

b) « Certains assistants et maîtres-assistants, heureusement peu nombreux, ne se privent pas de dire que tout va mal, et que le doyen ne fait rien. Je rappelle que le doyen ne peut être jugé que par vous (le docteur Zamansky s'adressait alors à quelques professeurs), et j'espère que cette règle sera encore longtemps appliquée. » Voilà pour les assistants ;

c) « Tant que je serai doyen de notre faculté, je n'accepterai pas qu'à la faculté soit appliqué un système de cogestion. Que les étudiants nous fassent part de leurs doléances, cela est acceptable, mais pas d'avantage. » Voilà pour les étudiants !

Le plan Fouchet s'appliquera intégralement dans moins d'une année : il ne s'agit pas d'une réorganisation technique, mais bien d'une réforme profondément politique.

Le mouvement étudiant va-t-il laisser la réforme Fouchet s'appliquer sans engager aucune riposte ?

Que l'on ne vienne surtout pas dire qu'il s'agit d'une bataille perdue qu'il ne vaut donc pas la peine de mener.

Il est encore possible d'avancer des objectifs partiels contestant radicalement l'orientation du plan Fouchet, et notamment de proposer l'abrogation de toutes les mesures de sélection, tant à l'entrée en faculté qu'à l'issue du premier cycle. Une action sur ces objectifs peut être menée : l'exemple de la Faculté des sciences de Paris, où, malgré la direction « majo » de la corpo des sciences qui, acceptant le plan Fouchet, ne propose plus que des amendements partiels et transitoires, les étudiants engageant une vigoureuse action, est révélateur.

Et, de toutes les manières, la question « bataille perdue ? » est une fautive question. Notre action est permanente, et il faut saisir la situation pour engager des actions de masse. Car rien ne remplace la dynamique créée par des actions de masse sur des objectifs mobilisateurs, et l'expérience concrète d'une bataille revendicative. Ne pas intervenir aujourd'hui, c'est ôter les moyens d'intervenir pour longtemps.

La responsabilité de ceux qui depuis des mois sabotent toute action contre le plan Fouchet est lourde ; elle risque de devenir écrasante.

Aidez le P.S.U.

M. Pinay a été saisi de vertige lorsqu'on a offert de mettre à sa disposition une somme astronomique, qu'un hebdomadaire a évaluée à 2 milliards d'anciens francs, auxquels s'ajoutait un poste émetteur. Tout cela n'est pas perdu pour tout le monde. Le candidat qui aura utilisé l'O.R.T.F. pour une campagne électorale de sept ans, dispose en fait de ressources plus considérables encore. Le problème de la démocratie en régime capitaliste — et plus particulièrement en régime gaulliste — est ainsi posé d'une manière claire et il nous appartient, dans notre campagne autonome, d'appeler l'attention des électrices et des électeurs ainsi mystifiés sur cet aspect de la question.

Nous sommes et resterons handicapés par la modicité des moyens matériels mis à notre disposition. La comparaison avec les autres — avec tous les autres — laisse rêveur. Il est touchant que de nombreux amis aient répondu à nos appels et envoyé leur obole à Louise Lemée, 81, rue Mademoiselle, soit par chèque bancaire à son ordre, soit par chèque postal (C.C.P. Paris 46-41-25). Au moment où j'écris ces lignes, la souscription se monte à près de 40.000 F (4 millions d'anciens francs).

Etant donné les dépenses engagées, en dépit de toutes les économies que nous pourrions réaliser, grâce à notre seule richesse, le dévouement de nos militants, il est indispensable qu'elle atteigne 50.000 F.

Je compte sur tous les lecteurs de « Tribune Socialiste », les amis, les sympathisants, pour qu'ils accomplissent un effort proportionnel à leurs possibilités, pour que nous atteignons et, si possible, dépassions rapidement ce chiffre.

Merci à tous.

Edouard Depreux.

Recherche scientifique Fin d'une longue nuit ?

F.-A. Isambert.

« Pour la science française, c'est la fin d'une longue nuit », écrivait *Paris-Match* après l'attribution du Prix Nobel de physiologie et médecine à trois savants français. Il n'est pas question, ici, de boudier devant des honneurs mérités. Toute la recherche scientifique française (au sens le plus large) se sera réjouie de l'événement. Mais, une fois éteints les lampions de la fête, il nous est permis de nous poser quelques questions. Nous le pouvons d'autant plus que les héros de l'aventure nous y invitent eux-mêmes. Jacques Monod et André Lwoff, interviewés par le *Nouvel Observateur*, confiaient leur amertume devant tous les obstacles qu'avaient rencontrés leur entreprise, qu'il s'agisse des structures archaïques de l'Université peu préparées à accueillir des entreprises scientifiques nouvelles, ou de l'inertie et de la sclérose de l'administration de l'Institut Pasteur où se sont effectuées les recherches.

Hors des sentiers battus

Prix Nobel de médecine ? On s'attend immédiatement à une découverte spectaculaire permettant de guérir une maladie réputée incurable. Pourquoi pas le cancer ? Et l'on vit la troupe des reporters interroger avec entêtement les « Prix Nobel » sur les applications pratiques de leurs travaux. Réponses hésitantes : bien sûr, tout ce qui est étudié sur la vie de la cellule conditionne les applications concernant la pathologie du développement cellulaire. Et les chercheurs de l'Institut du Cancer sont les premiers à déclarer que ce n'est pas en s'acharnant exclusivement sur des inventions pratiques que l'on viendra à bout de la maladie. Mais, dans l'immediat, on peut dire que les travaux de Lwoff, Monod et Jacob ne servent à rien, si toutefois on entend par « servir à quelque chose » comporter directement une amélioration du sort de l'humanité.

Il en avait été de même avec Joliot, en 1935. Lui aussi avait fait des travaux dont on ne pouvait préciser avec exactitude les applications. Et pourtant... La recherche fondamentale déconcerte. Certains y voient un luxe. La tentation est grande, du côté du pouvoir, de faire passer les dépenses qu'elle entraîne après les investissements jugés plus rentables, voire après les crédits militaires. En cela, la IV^e République n'a pas de point à rendre à la V^e. La « grande misère des laboratoires » ne date pas de 1958. Nos « Prix Nobel » n'ont reçu, jusqu'à une date récente, qu'une aide dérisoire de l'Etat. Leurs travaux ont été réalisés à l'Institut Pasteur, qui est une institution privée, et les dépenses de leurs recherches ont été couvertes, pour la plus grande partie, par des fonds américains.

En effet, leurs recherches ne s'inscrivaient pas dans le cadre prévu des spécialités scientifiques universitaires. La fécondité de ces recherches reposait précisément sur l'éclatement de spécialités trop étroites. La biologie cellulaire rompt avec les routines de la biologie traditionnelle. « Faites donc plutôt de la zoologie », recommandait-on à l'un d'eux, c'est-à-dire faites un travail de classement, mettez des étiquettes. Mais, précisément, il s'agissait d'arracher les étiquettes et de montrer que les lois de la vie des bactéries étaient les mêmes que celles de la vie des organismes supérieurs, que la cellule fonctionnait toujours de la même façon. Après cela, on pouvait étudier, de manière très générale, comment la cellule règle elle-même sa nutrition, son développement, sa reproduction. Toutes opérations chimiques, mais soumises à un centre de commande situé dans le noyau.

Les mérites de ces recherches étaient mieux appréciés à l'étranger qu'en France. Lwoff est membre de la *National Academy of Sciences* de Washington et de la *Royal Society*

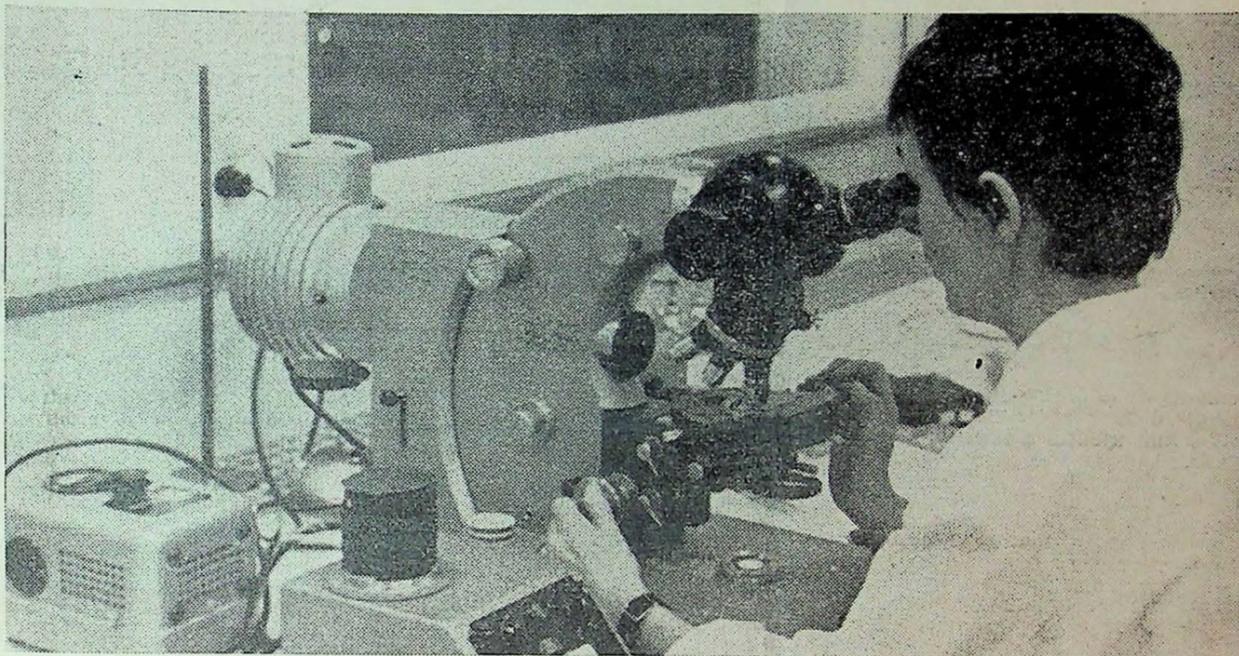
britannique. Mais l'Académie des Sciences française n'a pas daigné l'élire dans ses rangs. Dernièrement encore, les structures du C.N.R.S. (Centre national de la Recherche scientifique) ne permettaient pas d'accorder l'aide exceptionnelle que réclamaient ces « recherches de pointe » qu'étaient les travaux de biologie moléculaire. Lorsque l'Etat s'y est enfin intéressé, c'est par l'intermédiaire de cet organisme assez particulier qu'est la D.G.R.S.T. (Délégation générale à la recherche scientifique et technique) dont le rôle, parfois discuté, est précisément de financer de manière exceptionnelle certains secteurs de la recherche, en court-circuitant l'Université et le C.N.R.S.

créait un « goulot d'étranglement ». Le niveau minimum était fixé un peu arbitrairement comme le seuil au-dessous duquel une dégradation était à prévoir. Le principe était de ne pas se trouver en 1970 au-dessous du niveau actuel de la Grande-Bretagne (chiffres de 1962), c'est-à-dire d'arriver à consacrer à l'ensemble de la recherche civile à 2,5 % du revenu national brut.

Or, devant l'opposition du ministère des Finances, le Premier ministre imposait son « arbitrage ». Celui-ci déterminait un chiffre nettement au-dessous du seuil minimum fixé par la commission « Recherche ». Une nouvelle fourchette était établie, dont les deux branches étaient en position inférieure à celles de la précédente.

et ait été si discret sur le contenu du budget de 1966. Par ailleurs, dans le domaine de la recherche, si le V^e Plan a pu paraître prometteur (n'a-t-on pas dit que la recherche et les autoroutes avaient été l'objet de la sollicitude particulière du gouvernement ?), il ne permettait absolument pas de rattraper le retard de la France dans ce domaine. Par rapport à des pays moyennement développés — ne parlons pas de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis — ce retard tend même à s'accroître.

Une remarque, d'autre part, sur la stratégie syndicale. On peut s'interroger sur le rôle des syndicats et particulièrement sur celui du *Syndicat national de la Recherche scientifique*, affilié à la F.E.N. N'aurait-il pas dû,



(Photo A.D.P.)

Les savants se retrouveront là où ils auront les moyens les plus efficaces à leurs recherches.

V^e Plan et budget de la Recherche

La science est internationale, et ce n'est pas un vain chauvinisme qui nous poussera à regretter que des recherches françaises fonctionnent sur crédits américains. Après tout, les dollars trouvent là un emploi plus utile qu'au Vietnam. Mais il est bien évident que si l'Etat, en France, ne finance pas suffisamment la recherche, tôt ou tard, les meilleurs d'entre les savants français se retrouveront là où ils auront la possibilité effective de poursuivre efficacement leurs travaux. Moins grave qu'en Allemagne, l'hémorragie de matière grise vers les Etats-Unis est commencée. Ce ne sont pas seulement les recherches de pointe qui sont en cause, mais de proche en proche la formation des chercheurs et des enseignants ; bref, tout un capital scientifique nécessaire à la vie économique comme à la vie intellectuelle d'un pays comme le nôtre. Le problème est donc pour la France non seulement de ne pas stagner sur le plan scientifique, mais d'atteindre une position en équilibre relatif avec celle des autres pays.

Or la commission « Recherche » du V^e Plan — commission à laquelle sont représentées les grandes centrales syndicales et la Fédération de l'Éducation nationale — avait, dans ses travaux préparatoires, chiffré les besoins de la recherche en France, pour les cinq années à venir. Il faut insister sur le sérieux de cette estimation prenant pour point de départ les rapports des divers ministères, le rapport de conjoncture du C.N.R.S., les prévisions de la D.G.R.S.T., etc. Selon le procédé classique de la « fourchette », deux niveaux avaient été fixés : niveau optimum et niveau minimum. Le premier avait été fixé compte tenu du fait que l'on ne peut pas créer d'un coup de baguette magique de nouveaux chercheurs et que la formation de personnel qualifié

En chiffres ronds, on avait les niveaux suivants dont la comparaison est éloquent :

Propositions de la commission « Recherche » :

optimum : 8 milliards ;
minimum : 6 milliards.

Arbitrage du Premier ministre :

maximum : 4 milliards ;
minimum : 3,6 milliards.

Enfin, grâce aux protestations de la commission, le chiffre final put être fixé au plus près du maximum de l'arbitrage ministériel, soit à 3,9 milliards. On était loin de compte, même du seuil minimum de la commission.

Il restait à savoir comment le Plan allait passer dans les faits pour le budget de 1966. Or toutes les craintes pouvaient être permises puisque le plan de stabilisation avait empêché le IV^e Plan d'être complètement réalisé. Effectivement, le budget de 1966 ne prévoit que la réalisation d'un huitième du Plan de cinq ans. Le gouvernement a pu parler, à ce sujet, de mise en route progressive du V^e Plan. L'argument vaudrait si on se trouvait devant un progrès faible, mais effectif par rapport au IV^e Plan. En fait, pour la recherche scientifique, l'année 1966 représentera un taux de croissance inférieur à celui de 1962 et 1963.

Ces péripiétées chiffrées sont utiles à connaître. Elles montrent d'abord avec évidence que dans un domaine comme la recherche, l'opposition au V^e Plan est dépassée par les faits. Si catastrophiques que puissent être les options imposées par le gouvernement, les limitations du budget sont encore bien près. On assiste alors à ce spectacle assez effarant d'un gouvernement désavouant ses propres décisions lorsqu'il s'agit de les rendre effectives. On ne peut pas s'étonner qu'en période électorale, la propagande gouvernementale ait insisté sur les « réalisations » à venir du V^e Plan

dès le départ, boycotter une opération qui se solde par une vaste duperie ? En fait, comme on a pu le voir, le rôle des syndicats dans la première phase d'élaboration du Plan a été utile. Le chiffrage des besoins était directement de leur ressort et ils ont pu contribuer à une estimation réaliste, tout en faisant valoir la priorité des intérêts de la science. Prévoyant une opposition du gouvernement à ces estimations, ils se trouvaient dans une position contestataire forte, entraînant dans leur protestation l'ensemble de la commission. On peut regretter que dans d'autres commissions du Plan, les syndicats n'aient pas pris leur rôle aussi au sérieux.

En revanche, on peut être surpris que le S.N.C.S. ait préféré se battre ensuite sur une position de retrait ; défendre le programme déjà insuffisant du Plan contre les abattements ultérieurs du budget. C'est, en effet, sur cette plate-forme que s'est faite, au printemps dernier, la manifestation « en blouse blanche », avec distribution de 500.000 tracts dans Paris. C'était là une position de faiblesse qu'on ne peut néanmoins condamner que dans l'absolu. En effet, compte tenu de la conjoncture syndicale d'ensemble, c'était sans doute la seule position efficace. Il en aurait été tout autrement si les syndicats avaient pu s'entendre sur un contre-plan, et avaient adopté une stratégie d'ensemble à cet égard. En ce qui concerne la recherche, ce contre-plan aurait pu être largement nourri par les travaux préparatoires de la commission.

Vers une réforme des structures

Il est bien évident que, sans un minimum budgétaire dont on est encore loin, aucune réforme de structure ne peut porter ses fruits. On aurait toutefois tort de penser qu'un meilleur budget permettrait à la recherche

La France découvre ses électrices

Tout arrive : la France découvre ses électrices. Quelques mots prononcés par François Mitterrand sur la liberté de la femme d'avoir, ou de ne pas avoir, des enfants, selon qu'elle le désire ou non, ont ouvert, comme à la dynamite, la campagne présidentielle. Jusque-là, cette campagne s'avérait assez morne. Et voilà que soudain elle se passionne. Le « contrôle des naissances », tout le monde en veut : les candidats de l'opposition — et chacun à sa manière — et le gouvernement qui « met le problème à l'étude ». Aussi longtemps que n'avait pas été trouvé le moyen d'atteindre cette population féminine — comme chacun sait si peu politisée ! — il valait mieux l'ignorer. Après tout, les grands problèmes de la paix et de la bombe atomique, la stabilisation, le plan la concernent tout autant que les hommes. Qu'elle fasse son profit de tout ce qui se dit et s'écrit sur ces sujets. Mais celui qui concerne toutes les femmes : les adultes dans leur présent quotidien, les jeunes dans leur avenir, les moins jeunes dans celui de leurs filles et petites-filles est trouvé. « Tota mulier in utero ». On atteint la femme à l'endroit où la tradition la veut sensible : au ventre.

Ce n'est pas au P.S.U. que nous nous plaindrions de voir passer à l'ac-

tualité une question qui a toujours préoccupé ses militants. Depuis des années, ceux-ci ont tantôt pris l'initiative de réunions qui se sont tenues sur le planning familial, tantôt y ont largement participé ou les ont animées. En province particulièrement, ils ont compris l'importance sociale de ce problème, son retentissement dans la vie familiale, sa dynamique dans l'équilibre des couples. Ils peuvent se féliciter aujourd'hui de leur rôle de pionniers. Mais ils peuvent aussi s'étonner qu'un gouvernement au pouvoir — et quel pouvoir ! — depuis sept ans ait attendu ces sept années pour poser ce problème. La nomination d'une commission dans un but « d'étude » n'est pas en soi un progrès. Des solutions existent, éprouvées dans la plupart des pays étrangers, connues de tous les médecins prescripteurs du M.F.P.F., et, seule, la loi de 1920 prive le public d'une information complète à leur sujet. Le M.F.P.F., il ne faut pas l'oublier, est affilié au Mouvement international (I.P.P.F. : International Planned Parenthood Federation) qui met à la disposition de tous les mouvements nationaux la totalité des découvertes et de l'expérimentation en matière de contraception. Si donc notre pays a pris dans ce domaine de la recherche — et toujours du fait

de la même loi — quarante ans de retard sur d'autres pays, il n'en bénéficie pas moins des progrès faits à l'étranger. Ainsi que l'a exposé François Mitterrand : « Pourquoi une commission ? Ce qu'il faut, c'est abroger la loi. »

Il a donc déposé un texte de loi d'abrogation, cependant que Mme le Docteur Lagroua Weill-Hallé, présidente nationale du M.F.P.F., donnait, dans une conférence de presse, le texte de la nouvelle loi, à la fois décisive et prudente, telle que la souhaitait le Mouvement, ainsi que l'exposé des motifs.

Quel que soit cependant l'intérêt que nous portons aux problèmes de régulation des naissances, ceux-ci sont une partie — essentielle — mais une partie seulement de ce qu'on peut appeler les revendications féminines. Pourquoi spécialement féminines ? Parce que le statut de la femme dans notre société demeure un statut particulier, parce que pour la femme mariée ce statut est un statut de tutelle, parce que pour les femmes le droit au travail à égalité avec les hommes reste un leurre, parce que les conditions de vie et les horaires de travail dans les grandes villes sont plus pénibles pour la travailleuse (qui assume aussi les tâches ménagères) que pour les travailleurs. Or, à l'approche des élections présidentielles, le gouvernement aménage — très partiellement — les régimes matrimoniaux, crée une commission du travail féminin. Ce soudain intérêt montre l'importance de l'électorat féminin. Que celui-ci se désintéresse des jeux politiques, des savants dosages, des compromis, c'est un fait admis. Mais cet électorat a pour lui le nombre, ce qui compte. Et il prouve que, lorsqu'on propose des solutions réelles et efficaces à l'un de ses problèmes, il les adopte et lutte pour les imposer. Car si la création du M.F.P.F. a été le fait d'une femme

clairvoyante et courageuse, Mme le Docteur Lagroua Weill-Hallé, qui en assume les charges principales, son développement, son existence même sont le fait de milliers de femmes qui le soutiennent, le font connaître et s'y intègrent. Nombre d'entre elles sont devenues cadres du Mouvement et y consacrent leur temps et leur dévouement. Médecins, juristes, psychologues, sociologues, hôtesses d'accueil, elles ont fait leur affaire de cette réussite et la réussite est là, brusquement révélée par une question électorale.

La gauche, enfin unie sur cette même question, saura-t-elle employer le potentiel d'énergie que représente l'électorat féminin, en lui indiquant nettement sa volonté d'en finir avec les discriminations qui, dans tous les domaines, sont encore son lot ? Nous savons que tel est le propos de F. Mitterrand. Nous souhaitons qu'il le fasse de façon claire, réaliste, puisque les femmes, il est vrai, ont le goût du concret et veulent savoir où elles vont. Beaucoup d'entre elles se découvriront alors « de gauche » parce que seule la gauche peut leur offrir cette intégration complète à une société de progrès que toutes souhaitent et qui continue à leur être refusée sous le prétexte d'un certain protectionnisme familial ou social. Le départ a été donné par F. Mitterrand. A lui et à l'ensemble de la gauche d'agir.

Suzanne Masse.

N.B. — Le Planning Familial n'est pas un mouvement exclusivement féminin. Nombreux sont les hommes qui participent efficacement à sa direction, à tous les échelons. Qu'il me soit permis de dire ma gratitude à tous ces amis pour lesquels la ségrégation des sexes n'existe pas.

S. M.

Recherche scientifique

(Suite de la page 7.)

française de faire face à toutes ses difficultés. L'exemple des « Nobel » suffirait à le rappeler. Les institutions ne sont plus adaptées aux besoins de la science moderne et, parfois, les remèdes qui ont été fournis rendent la situation encore plus chaotique. Une politique d'ensemble de la recherche scientifique demande à être repensée sérieusement. Là, comme ailleurs, nous nous tromperions lourdement en voulant revenir à la situation de la IV^e République, fût-elle améliorée par des ressources financières plus abondantes.

Il est bien connu qu'en France, lorsqu'une institution donne des signes de vieillissement, on préfère en créer une nouvelle à côté d'elle, plutôt que de la réformer. Le C.N.R.S., créé entre les deux guerres, et réorganisé à la Libération, répondait à la nécessité de créer de vastes laboratoires réunissant plusieurs spécialités scientifiques coordonnées, ce qui semblait difficile dans le cadre de l'enseignement supérieur, aux chaires cloisonnées. Il s'agissait aussi de donner aux savants la possibilité de se consacrer pendant plus années, voire pendant toute leur carrière, à la recherche à plein temps, et non pas comme sous-produit de l'enseignement. Depuis, l'enseignement supérieur a lui-même créé des laboratoires importants, parfois à cheval sur plusieurs Facultés. Les professeurs de l'enseignement supérieur rappellent que leur fonction a toujours comporté une part importante de recherche. Dans une harmonie parfois grinçante, enseignants et chercheurs à temps plein coopèrent dans les mêmes laboratoires.

Le C.N.R.S. fut organisé selon un schéma original : une direction scientifique (le premier directeur après la Libération fut Frédéric Joliot), assistée de commissions spécialisées, partiellement élues par les chercheurs mêmes du C.N.R.S. et les membres de l'enseignement supérieur. Ces commissions, chargées du recrutement, de l'avancement, de la répartition des crédits, des subventions aux travaux faits au sein du C.N.R.S. ou dans les autres organismes scientifiques, constituaient, en outre, le « Comité national de la Recherche scientifique », devant théoriquement définir une politique d'ensemble de la recherche en France. Le mode de recrutement des commissions, l'influence grandissante qu'y prirent les syndicats (surtout le S.N.C.S.) ont fait du C.N.R.S. un des organismes publics où la gestion est la plus démocratique. Mais le Comité national, trop lourd et accaparé par les besognes au jour le jour, n'a certainement pas rempli la tâche

d'orientation de la recherche qui avait été prévue.

Qui plus est, en raison des faibles moyens mis à leur disposition et des méthodes de travail qui leur sont imposées par la bureaucratie, les commissions n'ont pas pu, la plupart du temps, distinguer les recherches « de pointe », celles qui apportaient des choses vraiment neuves et qui méritaient qu'on leur consacre des moyens exceptionnels. Il en est résulté un « saupoudrage » de crédits satisfaisant jusqu'à un certain point l'équité, mais empêchant pratiquement de « mettre le paquet » sur les recherches les plus prometteuses. D'où la nécessité pour les chercheurs, dont les travaux étaient promis à des développements importants, de chercher ailleurs — souvent à l'étranger — les crédits nécessaires.

C'est à cette carence de l'organisation du C.N.R.S. qu'a répondu le pouvoir gaulliste, en créant la D.G.R.S.T. Placé sous l'autorité du Premier ministre, cet organisme est dirigé par un comité de « sages » qui décide sans contrôle de la base. Sa création va incontestablement dans le même sens que toutes les institutions autoritaires de la V^e République. Mais on vous dira dans les milieux scientifiques que la D.G.R.S.T. a, dans bien des cas, rempli un rôle utile. Elle a donné un « ballon d'oxygène » à des recherches particulièrement remarquables et ses services se sont montrés efficaces en matière de planification de la recherche. S'il y a des critiques à faire, elles ne doivent pas être portées à tort. Les « sages », hommes de science eux-mêmes, ne semblent pas avoir sombré dans ce que l'on aurait pu craindre de la part d'un organisme étroitement lié au pouvoir : une orientation proprement « gaulliste » de la recherche. La recherche fondamentale n'a pas été sacrifiée, au contraire, ni les intérêts de la science désintéressée au profit de ceux de l'industrie.

C'est en fait dans l'arbitraire même de la D.G.R.S.T. qu'il faut trouver son vice fondamental. Nul ne niera que le « despotisme éclairé » ne puisse avoir ses avantages lorsque le despote est vraiment éclairé. L'expérience de certains comités spécialisés de la D.G.R.S.T. a pu montrer que lorsque le despote n'est pas éclairé, ou est trop pressé, les résultats sont catastrophiques : des équipes scientifiques, engagées dans des impasses, se sont retrouvées avec, sur les bras, un personnel trop nombreux qu'il a fallu partiellement liquider. Dans la logique du pouvoir gaulliste, et sans contrôle de la base, la Délégation,

d'abord entre les mains d'hommes dans l'ensemble compétents, tendra tôt ou tard à se politiser, et à n'être qu'un instrument au service d'une politique obéissant à des intérêts tout autres que scientifiques.

Dans tous les secteurs de la vie scientifique, des réformes analoges se dessinent. Il a été décidé de regrouper à plus ou moins brève échéance l'ensemble de la recherche « programmée » — c'est-à-dire des recherches importantes tant en volume qu'en durée prévisible — sous l'égide du C.N.R.S. Le processus est entamé par l'« association » de nombreux laboratoires de faculté au C.N.R.S. Celui-ci doit être réorganisé : renforcement de la direction administrative ; étoffement de la direction scientifique par une commission de « sages » (encore !) déchargeant le Comité national d'une partie de ses attributions.

Nécessaire sens des responsabilités

On parle peu, dans l'ensemble, de ces transformations discrètes qui, de proche en proche, gagnent tous les secteurs de la science. C'est ainsi que par le moyen des crédits aux laboratoires associés, le C.N.R.S. va théoriquement coiffer l'essentiel des recherches se faisant dans l'enseignement supérieur. Ces réformes rencontrent une complicité secrète ou avouée chez beaucoup de chercheurs et d'enseignants absolument pas soupçonnables de sympathies gaullistes. En effet, d'une part, le *statu quo* est indéfendable, d'autre part, les membres des organismes de contrôle permettant aux préoccupations des chercheurs et enseignants eux-mêmes de s'exprimer, jouent trop souvent un rôle conservateur.

A l'heure actuelle, un syndicat comme le S.N.C.S. a bien compris que, si la Recherche française ne veut pas faire preuve de démission collective, elle doit se pénétrer de deux exigences complémentaires. D'une part, on n'en est plus au temps de la recherche « de papa », de la recherche-bricolage, de la recherche individuelle. Certes, il serait dangereux de condamner les solitaires, les érudits, mais ce n'est plus eux qu'il faut prendre pour modèles. Les recherches modernes demandent des équipes de savants et de techniciens, du matériel, des laboratoires. L'emploi, tant du personnel que du matériel, demande à être prévu. L'importance croissante des moyens exigés nécessite une planification. D'un autre côté, la nécessité d'une grande souplesse dans l'emploi des moyens condamne les procédures bureaucratiques régulières, mais paralysantes, les unités de recherche trop vastes et trop lourdes, les prévisions trop strictes.

Deux voies sont possibles. D'une part, l'autocratie des « sages » à tous les niveaux, avec les risques que cela représente. D'autre part, la prise en main de leur destin par les intéressés eux-mêmes, avec une optique nouvelle, une perspective élargie. Dans le domaine de la recherche, les organismes représentatifs ont encore un poids considérable et peuvent efficacement assumer des tâches, disons au moins de contestation constructive, au mieux de planification démocratique. Il serait injuste de dire que toute action de ce genre est absente de ces organismes : là aussi, des transformations s'amorcent. Mais, dans l'ensemble, il faut que les préoccupations des intéressés changent d'échelle et se situent au niveau de la responsabilité de la recherche dans la vie nationale et même internationale.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTY SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Comité de rédaction :

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER, Maurice COMBES, Richard DARTIGUES, Christian GUERCHE, Pierre MARCHI, Victor MASSON, Paul PARISSOT, Pierre STIBBE, Robert VERDIER, Jean-Marie VINCENT.

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20

● Rédaction : 31, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 52-61, rue La Fayette Paris (9^e)

La C.F.D.T. pour l'action commune avec la C.G.T.

Maurice Combes.

Dans la vaste salle des fêtes d'Issy-les-Moulineaux, s'est tenu du 11 au 14 novembre le premier congrès confédéral ordinaire de la C.F.D.T., le 33^e congrès depuis la naissance de la C.F.T.C.

Au mur, derrière la tribune, une banderole évoque la transformation de la centrale : « 1963-1965 : De la C.F.T.C. à la C.F.D.T. (C.F.T.C.) avec les Syndiqués et les Travailleurs. » Dans la salle, d'autres inscriptions évoquent les préoccupations de la C.F.D.T. : « La Caisse de Résistance : soutien de l'action syndicale. » « Deux ans d'action pour : les revendications, les libertés, la paix, la solidarité, la dignité des hommes. »

A la tribune, un homme jeune encore, de forte stature, le visage ouvert, parle avec conviction, avec chaleur, avec humour. Eugène Descamps, secrétaire général — « Gégène » pour les militants — présente son rapport d'activité souvent haché par les applaudissements.

LES RAPPORTS

AVEC LES AUTRES CENTRALES

Au début de son rapport, Eugène Descamps parle des frères séparés de « la C.F.T.C. maintenue » en déclarant : « Nous souhaitons les retrouver, mais il n'est pas question de remettre en cause les décisions adoptées par une large majorité. L'entêtement manifesté par Joseph Sauty, Jacques Tessier et leurs amis à propos du titre n'est pas de nature à faciliter d'éventuels pourparlers, compte tenu du jugement très clair rendu en notre faveur par le Tribunal de la Seine. »

Ensuite l'orateur souligne les difficultés de l'action commune au plan confédéral. A propos des grèves des 27 et 28 janvier 1965, il parle « des manœuvres de F.O., de la volonté de la C.G.T. de coller à F.O. et à la F.E.N., laquelle voulait absolument faire le courtier, du désir de tous d'isoler la C.F.D.T. »

Au plan confédéral, les rapports avec F.O. — plus mauvais sous Bergeron que sous Bothereau — se sont pourtant améliorés ces derniers temps. La C.F.D.T. reproche essentiellement à la centrale de la rue du Maine son refus de travailler avec la C.G.T. et les pourparlers séparés qu'elle a eus avec le C.N.P.F.

Quant à la C.G.T., elle ne fut pas non plus ménagée. Descamps lui a reproché en termes vigoureux de s'intéresser plus à l'élection présidentielle qu'à la lutte revendicative, de se refuser à une action de type interconfédéral pour les catégories les plus défavorisées, à un plan d'actions progressives.

Les inégalités de combativité dans la classe ouvrière ne sont pas une excuse, car elles ont toujours existé. Selon Descamps : « Prétendre être la grande organisation syndicale et ne pas s'engager dans la lutte, c'est manquer à ses responsabilités. Il y en a toujours eu à prendre : en 1940, il n'y avait que quelques opposants et en 1945, tout le monde était résistant. »

Et le leader C.F.D.T. d'ajouter sous les rires et les applaudissements de ses camarades : « Nous sommes sévères avec la C.G.T. parce que nous l'aimons bien, comme nous sommes sévères avec nos enfants pour les corriger ! »

En dépit de la « sévérité » à l'égard de la C.G.T., des âpres controverses qui opposent les deux centrales concurrentes, le jugement que portent les militants de la C.F.D.T. sur la C.G.T. n'est pas dépourvu de quelques nuances. Le combat au coude-à-coude dans les entreprises a contristé.

La C.F.D.T. espère devenir assez puissante pour imposer un jour l'unité syndicale sur des bases démocratiques. Descamps ne l'a pas caché, tout en laissant entendre que ce jour était encore lointain : « Envisager l'unité organique, cela veut dire réaliser un mouvement syndical uni, tolérant, puissant, respectant les courants de pensée, les familles spirituelles, les consciences et les person-

nes ; un mouvement indépendant à l'égard des partis, dans la sauvegarde de l'autonomie de chacun, travaillant à la mise en place d'un syndicalisme démocratique. Cela exclut la notion du syndicat-courroie de transmission du parti et toute intervention extérieure au syndicalisme. Cela exclut qu'aucune organisation prétende être, et elle seule, la conscience des travailleurs. Unité, oui, dans la liberté et l'indépendance. »

Ce qu'il faut souligner, c'est qu'en dépit des divergences idéologiques et pratiques, la C.F.D.T. considère que l'action commune — qu'elle pratique depuis de longues années — est plus que jamais une nécessité. A l'offre d'unité de la C.G.T. au plan confédéral, le congrès a répondu par des contre-propositions qui équivalent à une acceptation de principe.

LES DIFFICULTES DE L'ACTION REVENDICATIVE

Il importe, en effet, de relancer l'action revendicative qui est très faible depuis l'été dernier, en particulier depuis l'échec de Peugeot.

Descamps a bien indiqué que le C.N.P.F., après avoir longtemps ignoré les lettres de la C.F.D.T., avait pris langue avec cette centrale avant les vacances. Les discussions portent sur les retraites complémentaires et le chômage partiel, mais la C.F.D.T. demande que la C.G.T. y participe comme les autres organisations syndicales.

Au cours du débat qui devait suivre le rapport du secrétaire général, un orateur a d'ailleurs qualifié les pourparlers actuels avec le patronat de « cinéma, du mauvais cinéma ». Il s'agit de Gilbert Declercq (membre du bureau confédéral, secrétaire de l'U.D. de la Loire-Atlantique), dont l'intervention a soulevé l'enthousiasme du congrès, sans doute parce qu'elle tranchait sur beaucoup d'autres par sa vigueur et sa clarté. Il faut dire que, comme dans les congrès du P.S.U., des dizaines d'orateurs se font inscrire ; beaucoup dépassent leur temps de parole, forcément assez limité, et l'attention des délégués se relâche.

Declercq, soulignant la dévalorisation des conventions collectives, a déclaré encore : « Nous n'avons jamais moins fait qu'aujourd'hui notre métier de syndicaliste, qui est de discuter avec le patronat sous la pression des travailleurs. »

Ces difficultés se retrouvent également dans le secteur public. Delaveau a critiqué à ce sujet « l'autoritarisme du pouvoir » qui ne permet plus de discussions réelles. Il est vrai qu'il s'en est pris par ailleurs aux autres organisations syndicales et qu'il a souligné, à propos du rassemblement du 18 novembre qui rencontre bien des difficultés, la nécessité « de se démarquer d'une stratégie qui a abouti à des échecs ».

Il est vrai qu'il est peut-être facile pour la C.F.D.T. de rejeter ces échecs sur les autres syndicats. Un délégué des P.T.T. est venu dire à la tribune que si les journées des 27 et 28 janvier 65 n'ont pas été « ce qu'elles auraient pu être », il importait en tout cas de ne pas se contenter « d'un programme-prétexte, d'un programme-alibi » et « d'une stratégie inapplicable dans la situation présente », qu'il fallait définir « une stratégie d'action neuve, révisée, adaptée ».

Eugène Descamps lui-même a déclaré qu'un compromis avec les autres organisations était indispensable pour mener des actions effectives, mais condamnant « la liturgie de l'unité », « les bavardages sur l'unité, les journées exutoires », il a estimé qu'il fallait rechercher dans la lutte revendicative « les points d'impact par branche, par région ».

Sur un plan plus général, le leader C.F.D.T. a mis en avant pour l'action commune avec la C.G.T. des objectifs tels que l'augmentation des salaires, le retour progressif aux 40 heures, l'allègement de la fiscalité, la défense et l'extension des libertés syndicales, etc.

En ce qui concerne les moyens d'action, il a souligné l'importance du problème de la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, car s'il peut être utile, a-t-il dit, d'être reçu dans les salons et même à l'Élysée,

l'action syndicale se mène avant tout dans les usines et il importe que les militants soient protégés contre la répression.

Par ailleurs, le congrès a décidé la création d'une caisse confédérale de résistance, un certain nombre de délégués faisant toutefois des réserves en raison de l'élévation du taux de la cotisation.

POUR LE CONTRE-PLAN

D'accord en cela avec les dirigeants des autres centrales, Eugène Descamps a fait le procès du plan de stabilisation qui, s'il a ralenti la hausse des prix, a freiné le développement de l'économie.

Le leader C.F.D.T. a estimé qu'il existait en fait deux sortes de plan : celui du Commissariat général et celui du ministère des Finances. Selon lui, le Plan n'est plus qu'une vaste étude de marchés, alors qu'il devrait avoir pour objet essentiel de coordonner les interventions de l'Etat, notamment en matière d'investissements.

Par ailleurs, Gilbert Declercq, qui a présenté le rapport sur la planification démocratique au congrès confédéral de 1959, a vivement critiqué le V^e Plan « qui relève d'une philosophie capitaliste basée sur le profit ».

Pour Declercq, le Plan est actuellement « une police des salaires ».

Faisant état de l'opposition de la

clarer plus tard : « Le parti communiste est là, nous le respectons, car il a quelque chose dans le ventre, tandis que les autres n'ont rien ! »

Cette impatience devait d'ailleurs conduire le leader de la C.F.D.T. à regretter l'échec de l'expérience Defferre, pour laquelle il n'a pas caché sa sympathie, ce qui, au cas où l'expérience eût connu un succès provisoire, n'eût pas manqué d'hypothéquer l'avenir de la centrale.

A ce propos, Paul Vignaux (du S.G.E.N.), qui avait pourtant accordé un préjugé très favorable à Defferre, a regretté que le rapport de synthèse ait seulement souligné « les aspects négatifs » de cet échec. Pour Vignaux, il a eu aussi « des aspects positifs du point de vue des exigences syndicales qui ne peuvent se satisfaire d'un quelconque regroupement vaguement démocratique et plus vaguement social », la laïcité étant « une condition du travail en commun des citoyens français, spécialement des démocrates d'orientation socialiste ».

La plupart des orateurs, tout en s'en prenant au régime et à sa politique économique et sociale, se sont prononcés contre une consigne de vote précise pour l'élection présidentielle.

Un délégué, qui demandait que la C.F.D.T. prenne formellement position pour Mitterrand, a soulevé des mouvements divers.

Gilbert Declercq a déclaré pour sa part : « En l'absence d'un programme concret de la gauche, nous ne pouvons voter que pour le candidat le plus proche de nos positions. »

En fait, les militants de la C.F.D.T. savent bien que la base est partagée entre de Gaulle, Lecanuet et Mitterrand.

Eugène Descamps, tout en souhaitant qu'il y ait « le plus grand nombre possible d'opposants le 5 décembre, a justifié l'absence de consigne de vote précise en se référant au statut et en estimant que « si des voix peuvent se déplacer de



La base est partagée : de Gaulle ? Lecanuet ? Mitterrand ?...

C.F.D.T. et de l'appui qu'elle a rencontré au Conseil économique de la part de la C.G.T., l'orateur s'est écrié avec humour : « Maintenant que nous sommes déconfectionnalisés, nous pouvons dire que nous ne voulions pas la mort du pêcheur. »

Martin Michel (Chimie du Rhône) a plaidé en faveur de la stratégie du contre-plan, soulignant qu'il n'y avait pas de séparation nette entre l'économique et le politique.

Dans sa réponse aux orateurs, Eugène Descamps a évoqué le contre-plan proposé par le P.S.U. et défini en ces termes la démarche qu'il impliquait pour son organisation syndicale : « Le contre-plan a été lancé par un parti politique. Sans sombrer dans l'intégration, nous pouvons, avec le Plan, avancer par coups de boutoir successifs. Le contre-plan suppose qu'il y ait des rapports avec un parti politique. Il exigerait des options. A partir de nos expériences, ce peut être un moyen d'aller vers la planification démocratique. »

LA C.F.D.T. ET « LE VIDE POLITIQUE »

Une partie des débats du congrès a porté sur la prochaine élection présidentielle.

Dans son rapport d'ouverture, Descamps a attaqué le pouvoir personnel, mais souligné « le vide de la vie politique française ». Selon lui, les partis politiques d'opposition n'ont pas su dominer leurs antagonismes pour offrir une alternative sérieuse, démocratique et socialiste au régime actuel.

Il a été très sévère pour le parti communiste, « le dernier à évoluer en Europe ». Il est vrai qu'il devait dé-

Gaulle vers Lecanuet, elles n'iront pas de de Gaulle à Mitterrand. »

On sait d'ailleurs que le bureau confédéral a reçu, sur leur demande, Lecanuet et Mitterrand, apparemment sans avoir d'illusions, si l'on en juge par ces propos de Descamps :

« Qu'on ne nous demande pas de faire le métier des partis. Je n'ai rien contre les personnes, mais on ne nous montre pas de candidats ayant un programme précis. Il n'y a que rassemblement de circonstances, sans homogénéité ».

On peut se demander si ces propos répondent suffisamment au souci de clarté qu'exprimait Declercq en lançant sous les rires du congrès : « Après avoir eu une C.F.T.C. maintenue », il ne faudrait pas que nous ayons une C.F.D.T. demeurée. »

Il est vrai que, secouée par l'épreuve de la déconfectionnalisation, la centrale du square Montholon est résolue à aller de l'avant, en dépit de toutes les difficultés. C'est ce qu'exprimait encore Gilbert Declercq : « La période de mise sur cale et de lancement est achevée ; il faut sortir du port. La C.F.D.T. n'a pas peur du vent, elle est faite pour cela. »

Petites annonces

● URGENT. J.F. 30 ans, bac sciences ex. 2 a. lic. droit, 2 cert. lic. angl., bonnes not. esp., ex. enseign. daet. bil. sténo, ch. situat. Paris ou province. Ecrire au journal.

● Petits trav. peint. et élec., bricolage. Px mod. V, XI, XII, XIII, XIV et banl. sud. VOL. : 14-29.

● Vds lunettes auditives or., dr., comme neuves. Val. 1.200. Px 400. ALE. : 85-17.

Laurent Terzieff : Contester l'Amérique

En quelques années, Laurent Terzieff est devenu légendaire. Comme pour chaque grand acteur, surtout s'il associe le cinéma au théâtre, on se laisse gagner par ce qu'une imagination plus publicitaire qu'anodine ou populaire a fini par projeter. Pour Terzieff, deux ou trois adjectifs et un visage. Imprégné de ce portrait officiel, c'est un homme de théâtre différent que l'on rencontre dans les coulisses de la vieille bâtisse de Gaston Baty. Vingt minutes de causerie au coin de la scène, c'est peu. Mais c'est déjà suffisant pour saisir un caractère, une volonté, une nature, comme on dit dans le jargon du métier. Ce qui frappe derrière une conception en mouvement, c'est précisément qu'il y ait une conception nettement orientée, argumentée, dirigée vers un certain théâtre. L'intelligence de l'art est peut-être ce qui fait le plus défaut en cette période de précipitation, de mode et de commercialisation à outrance. Cette intelligence si rare éclate chez Terzieff. Toute préoccupée de saisir les aspects les plus neufs et les plus inquiétants de notre existence quotidienne, elle va vers quelque chose d'encore mal dessiné, vers une avant-garde plus fondée, plus complète que celle qui tient Paris en haleine depuis dix ans. En deux ans, Terzieff nous a fait connaître Shisgal, Albee et il a également interprété une vieille pièce moderne et inconnue, *Nicomède*, de Pierre Corneille.

Pourquoi montez-vous du théâtre américain, Shisgal, Albee ? Par rapport au théâtre américain « classique », O'Neill, A. Miller, T. Williams, etc., comment situez-vous ce nouveau théâtre et comment le situez-vous par rapport à l'avant-garde d'ici ?

Le théâtre d'avant-garde français, ou plus exactement européen, celui que l'on joue à Paris, stagne, ne se développe plus, tourne sur lui-même. C'est le cercle vicieux, alors qu'il existe une jeune école américaine...

Comment est-elle née, pourquoi est-elle apparue ? Pour des raisons initiales un peu analogues au départ à celles d'ici. Il s'agissait de contrer le tout-puissant Broadway, en somme le Boulevard, le spectacle bourgeois, quelque chose comme ça. En dehors

de Broadway, il y a eu des essais, des tentatives, et puis une éclosion, l'apparition d'écrivains modernes. Voilà pour ce que l'on peut appeler la motivation matérielle. Mais surtout pour la première fois aux Etats-Unis un phénomène de contestation s'est déclenché...

Pour la première fois ?
— Oui. Avant, il y avait eu une sorte de naturalisme. Clifford Odets, qui s'est rapidement arrêté d'écrire. Arthur Miller, mais à part *La Mort d'un commis voyageur*, je ne trouve pas qu'il ait vraiment fait quelque chose de valable. T. Williams, important, j'aime beaucoup ses pièces en un acte. Mais il a versé dans le maniérisme... Aujourd'hui, c'est autre chose. Une inspiration à partir de la vie quotidienne qui serait passée par le théâtre de l'absurde. Une dramaturgie qui parle du concret, non pas sous cette apparence naturaliste plus ou moins faussement engagée ; mais non pas non plus la métaphysique des poubelles. Le jeu de langage. Un théâtre postulant qui baigne dans le quotidien plat et banal. Qui observe et décrit ce qui se passe d'obscur et d'insolite dans l'existence au jour le jour.

En somme un théâtre qui ne dénonce pas directement, qui « nous » prend pour thème, et dont les observations, en définitive vitales, prennent le tour de contestations...

Effectivement. Il ne s'agit pas d'un message. C'est mystérieux, mais non gratuit. Une réflexion sur notre vie de maintenant... Bien entendu, la psychanalyse est présente. Mais elle est dépassée. L'homme est perfectible, pourtant la psychanalyse peut ne pas guérir. L'abus de ses normes est dénoncé, sans que pour autant on néglige les problèmes de l'homme américain, exposés simplement, avec authenticité, avec force. Chez Shisgal, dans la pièce que nous jouons (voir ci-contre la critique), les personnages eux-mêmes sont compétitifs, comme dans la publicité, comme dans le système économique. Il faut faire, dire plus que l'autre. Toujours plus que l'autre. Et les slogans prononcés dans cette perpétuelle surenchère des êtres sont puisés dans le quotidien, comme dans les réminis-

cences des principaux thèmes psychanalytiques...

Un renouveau américain à l'heure du Vietnam

Cette donnée compétitive sous-jacente, quelqu'un l'avait perçue, plus par intuition que par réelle connaissance. Je veux parler du vieux Claudel, notamment dans *L'Echange* ; c'était prémonitoire, génial. Une dramaturgie fondée sur l'argent. L'argent ne stagne pas, il circule sans cesse à partir du cœur des banques. Faites n'importe quoi, mais faites de l'argent. Claudel avait pressenti un monde qui devait être le nôtre, l'Amérique...

L'American way of life, celle que nous vivons avec dix ans de retard sur les Etats-Unis, ne pensez-vous pas que ce soit pour cette raison que nous trouvons intérêt aux films et aux pièces américaines ? Aujourd'hui, s'agissait d'un miroir ! Aujourd'hui, nous nous heurtons à une certaine démotivation politique, sociale ; alors qu'au contraire, aux Etats-Unis, à propos de la guerre du Vietnam se dessine un vaste mouvement intellectuel d'opposition. Voyez des chanteurs comme Bob Dylan, Joan Baez, Pete Seeger, etc. N'est-ce pas un peu la même chose pour le théâtre ?

Sans doute. Mais le théâtre n'a pas besoin de nommer son engagement, il est, en tant que tel, déjà un phénomène social. Ce qui est en lui effort de contestation est signifiant. Et cette signification immédiate est tout particulièrement évidente aux Etats-Unis. N'oubliez pas que le fond religieux, puritain des Américains exige que tout soit scrupuleusement fondé. C'est pourquoi il fallait que l'argent soit sacralisé. D'où cette parenté avec Claudel, du moins avec quelques-unes de ses pièces. La reconnaissance du monde où l'on vit est une constante de la morale et de l'art aux Etats-Unis. Mais la contestation va plus loin que la reconnaissance sans équivaloir pour autant à l'art engagé, inventé par l'Europe...

Vous lancer dans ce nouveau théâtre américain a-t-il influencé votre jeu, votre jeu d'acteur dramatique ?

C'est certain. Il faudrait, pour m'expliquer, reprendre mon itinéraire. Comme d'autres, j'ai débuté dans de petites salles de la rive gauche dont beaucoup ont aujourd'hui disparu. Au lendemain de la Libération, dans le climat d'euphorie et de romantisme. Le critère du théâtre, c'était un sens de l'absolu...

Peut-être un besoin !
Et puis il y a eu la désillusion. Notre déception. Le théâtre s'est refermé, il est devenu intimiste... Plus très en relation avec ce que nous vivons... Or, dans le théâtre américain, je me suis retrouvé, comme tout Français pourrait le faire...

Pourtant, dans *Zoo Story*, il y a bien cette incommunicabilité, très significative du théâtre d'avant-garde d'ici ?
Non pas tellement incommunicabilité, mais solitude. Or la solitude, c'est un thème inépuisable, elle règne déjà dans bon nombre de pièces classiques. La solitude d'Albee, c'est celle de New York, une solitude que l'on ne rencontre pas encore à Paris. En quelque sorte une fausse solitude, une tricherie... Albee va loin ; il montre une solitude et en même temps la conteste... Il y a là quelque chose de nouveau et de nouveau pour le jeu de l'acteur...

Jerry Lewis et le théâtre de banlieue

N'est-ce pas frappant dans la manière dont vous avez présenté le personnage du jeune Américain dans le *Rêve de l'Amérique* ?

Une sorte d'archétype et, en ce sens, un personnage typiquement français. Un mélange d'Alain Delon, d'Adamo, de Johnny... Rappelez-vous Jerry Lewis dans *Mister Love* et son incarnation du mâle américain, beau, fort, charmeur, chanteur, gorille... C'est formidable, mais en même temps effrayant...

Encore une question, en raison de votre célébrité : n'envisagez-vous pas d'imposer un répertoire auquel vous tenez, un peu comme le font ces théâtres de banlieue qui constituent en ce moment un véritable mouvement ?

L'expérience du mouvement de banlieue ne me convient pas, car il faut être un animateur. De plus, on y est peut-être plus dépendant de contraintes. En premier lieu, la contrainte du chef-d'œuvre admis. La contrainte du problème social à exposer... Je ne crois pas qu'une œuvre comme *Zoo Story* aurait passé à Aubervilliers. On l'aurait applaudie, comme ces chefs-d'œuvre auxquels il n'y a rien à ajouter. Qui ont cette conviction incontestable. Mais aurait-elle été reçue ?

Vous avez monté *Nicomède* ?

Oui. Mais je me suis aperçu que personne ne connaissait cette pièce... Jouer Shakespeare, bien sûr, qui ne le voudrait pas ; mais, pour l'instant, je refuserais *Hamlet*... Je cherche des manuscrits et cela n'est pas facile. Il faut les provoquer. Aller voir des auteurs. J'ai en vue une pièce polonaise... Car il faut revenir au théâtre européen, un théâtre européen qui aurait intégré les thèmes et les formes du nouveau théâtre américain...

(Propos recueillis par Bernard Sizaïre et Claude Glayman.)

Rires Amers

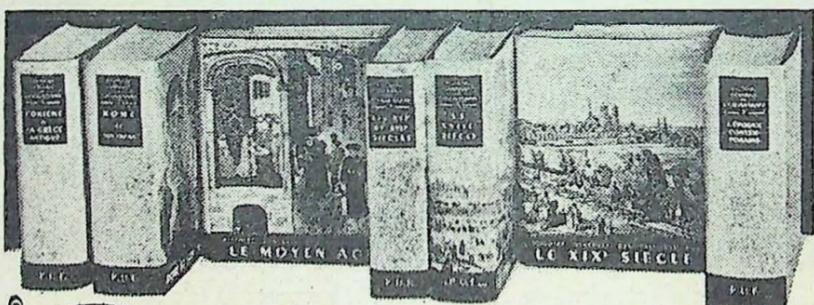
On rit beaucoup à la dernière pièce de Murray Shisgal. Rires par les gags, par un langage d'une prodigieuse vitalité et d'une réelle banalité, rires inquiets. « *Love* » approche souvent du grand théâtre, sans que l'on puisse pourtant lui décocher ce qualificatif. Le spectacle se situe à mi-chemin de multiples sollicitations. Farce, vaudeville, parodie d'une avant-garde désespérée, reminiscences de la comédie américaine, mise en boîte de mythes U.S.A. et pour finir mise en question de nos sentiments humains. Milt Manville (Bernard Noël), l'Américain saisi par l'argent et la médiocrité de dizaines de millions de citoyens, pousse sa femme Ellen (Pascale de Boysson) dans les bras d'un collègue d'université, Harry Berlin (Laurent Terzieff). Premier divorce. Harry qui se prend pour Dostoïevski parce qu'un chien lui a pissé dessus (l'accident psychanalytique), mélange de beatnik et de loque désadaptée, ne réussit pas son union avec Ellen (c'était couru). Entre temps, Milt qui a échoué avec une certaine Linda que l'on ne voit jamais, revient à Ellen, laquelle ne parvient pas à chasser son éducation intellectuelle au profit d'une féminité dont elle rêve. Petite ronde ! Nouveau divorce, nouveau mariage, non sans tentatives de meurtre, de conversion à l'homosexualité, de suicides, qui là tournent à la franche farce. A travers cette comédie, somme toute, assez classique, Shisgal a glissé un monde trouble, cruel et contestateur. Les gens parlent par stéréotypes, stéréotypes de la publicité, de la psychanalyse, des jeux de T.V., de statistiques, de presse du cœur. Leur langage est démonétisé, mécanique. L'intention n'est pas intégralement neuve, ni suffisamment loin poussée ; B. Shaw faisait déjà parler l'héroïne de « *Pygmalion* » comme un bulletin de météorologie. Chez Shisgal entre deux propos amoureux ou désespérants, on pose une colle à son interlocuteur sur les élections de 1922 ou les matches de Robinson, comme à Radio Luxembourg. Plus intéressante est cette escalade du langage qui met aux prises les protagonistes, comme s'il s'agissait toujours de concurrents sur le marché où il faut toujours prouver qu'on est le « plus » (plus fort, plus faible, plus malheureux, plus heureux, etc.). Peu importe le domaine, être le premier voilà ce qui compte. Shisgal prend délibérément le parti d'en rire et c'est sans doute ce qui réduit les proportions de sa pièce. Je crois également qu'il y manque un univers d'objets, gadgets, produits de l'opulence, qui auraient introduit un sens mécanique, matériel, oppressant, à ce qui, en définitive, ne se déroule que devant le rideau illusoire de la convention théâtrale (malgré le pont inventé par le décorateur de Max Douy). L'on peut imaginer ce qu'aurait ajouté à son huis clos d'objets qui conféraient une dimension d'angoisse à la simple comédie.

Conduits par une mise en scène efficace et sobre de Maurice Garrel, les trois acteurs de « *Love* » font mouche, Pascale de Boysson, excellente précieuse ridicule américaine à la recherche de l'amour, de la femme. Bernard Noël, pantin déchainé, qui mêle puissance et tonalité de vaudeville. Laurent Terzieff, au-delà du métier, un acteur qui explose sans cesse, il se donne voracement, gesticule, aboie, rugit, se moque, c'est une profusion, une exaspération de gestes et de singeries. Ses possibilités sont immenses, il y a un débordement de vie chez lui, dont je ne crois pas que la pièce de Shisgal parvienne toujours à faire plein emploi.

Allez rire au Théâtre Gaston Baty et comme dirait l'autre, c'est un rire qui vous mènera loin !

C. G.

« *Love* » de Murray Shisgal, mise en scène de Maurice Garrel. Théâtre Montparnasse - Gaston Baty. Tél. : DAN 89-90.



pour
36 F
par
mois

HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS complète en 7 volumes illustrés

La critique internationale
La plus belle histoire "humaine" que nous possédions. *Mercurio de France*. Une admirable équipe. *Educator National*. Une réalisation de grand style. *Le Parisien Libéré*. Un soin qui fait honneur à l'édition française. *Le Monde*. D'une admirable vigueur scientifique. *Il Giornale d'Italia*. Un modèle de synthèse. *American Historical Review*. L'idée française que l'histoire peut être présentée à un public plus vaste que celui des érudits, sans sacrifier la méthode érudite, a rarement trouvé démonstration plus éclatante. *Economic History Review*. Ces sept volumes magnifiquement illustrés ne doivent manquer à aucune bibliothèque. *Die Neue Gesellschaft*. La qualité du papier, de la typographie et de l'illustration est pleinement digne du texte. *Miroir de l'Histoire*. D'une utilité exceptionnelle. *La Croix*.

Batailles, traités, biographies royales, grandeur et décadence des Etats, forment la trame de l'Histoire traditionnelle. Mais combien plus passionnante est l'Histoire de l'Homme : décor de la vie quotidienne, progrès des techniques, évolution des idées, des mœurs et des rapports sociaux. Tel est l'objet de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS, publiée par les célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, groupant pour cette gigantesque synthèse, sous la direction de l'Inspecteur Général Maurice Crouzet, les maîtres les plus éminents de la Sorbonne. Embrassant toutes les sociétés, toutes les époques, cette grande œuvre a la valeur scientifique des meilleures Histoires universelles, mais infiniment plus d'attrait et indispensable aux professeurs et aux étudiants, elle offre à tous les publics une lecture facile et passionnante. Cet attrait est encore accru par une illustration merveilleusement vivante qui ressuscite à nos yeux le passé (336 planches hors-texte 200 cartes et plans) et par une présentation digne des plus belles bibliothèques : chaque volume 18,5 x 23,5 cm de 600 à 820 pages imprimé sur alfa, est relié pleine toile, fers spéciaux 2 tons sous jaquette en couleurs laquée.

La collection complète des 7 volumes, est offerte par la librairie PILOTE aux conditions exceptionnelles suivantes : 12 mensualités de 36 F. ou 3 versements de 135 F. ou 390 F. comptant. Elle est expédiée franco de port et d'emballage avec droit de retour. Vous pouvez ainsi recevoir les volumes pour examen et si vous êtes déçu, les renvoyer dans les cinq jours dans leur emballage d'origine. Certains tomes étant en voie d'épuisement poste donc dès aujourd'hui le bon ci-dessous pour ne pas manquer cette occasion d'embellir votre bibliothèque de cette œuvre magistrale.

BON à adresser à la Librairie PILOTE 22, rue de Grenelle PARIS 7°

Veillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS... Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 7 volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai 390 F. comptant en 3 mensualités de 135 F. en 12 mensualités de 36 F.

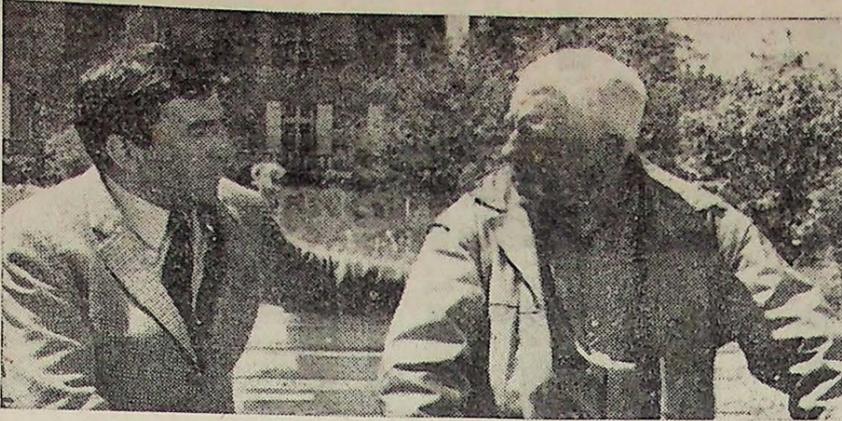
Nom..... Profession.....

Adresse.....

N° de C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

CINÉMA

Le Tonnerre de Dieu



Le Tonnerre de Dieu est le troisième film réalisé par Denys de la Patellière avec, pour vedette principale, Jean Gabin. Une collaboration fructueuse pour la production.

« Je suis un anti-Godard, m'a expliqué le metteur en scène. Je travaille pour le public du samedi soir ; ces gens qui ont passé toute la semaine dans un bureau et viennent se changer les idées dans une salle de cinéma. Mes spectateurs n'attendent pas un message, mais une heure trente de vraie détente. »

Gabin, vétérinaire à demi alcoolique, coléreux et bon enfant, recueille une prostituée (Michèle Mercier). Il parviendra, avec la complicité de sa femme (Lili Palmer), à la tirer de son milieu. Et, comme dans les contes de fées, elle épousera son prince charmant ; en l'occurrence, un riche et sympathique fermier, incarné par Georges Géret. Ce comédien de 41 ans, qui a derrière lui dix années de T.N.P., rappelle par son jeu et son physique Antony Quinn. Très remarqué dans Le Journal d'une femme de chambre, de Bunuel, il pourrait accéder d'ici peu au « vedettariat ».

Que dire de Gabin, sinon qu'il est égal à lui-même. Cabot, certes, mais au talent sûr, viril. Un personnage de poids, parlant une langue drue, empruntée à Pascal Jardin, le dialoguiste, ex-collaborateur de Michel Audiard. Michèle Mercier, la célèbre

« marquise des Anges », dans un rôle dramatique, réussit à nous émouvoir. Quant à Lili Palmer, elle éclate littéralement. Quelle puissance d'expression ! Certainement une des plus grandes dames du cinéma. J'oubliais Robert Hossein, le mauvais garçon de l'histoire. Un amusant proxénète.

J.-C. Cayeux.

Gala du M.R.A.P.

Le Grand Gala annuel du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.) aura lieu le dimanche 21 novembre 1965 à 20 h. 45, à la Salle Pleyel.

A cette soirée, animée par Francoise Dorin, participeront : Le chanteur René-Louis Lafforgue, la grande vedette de la chanson Nancy Holloway, l'imitateur humoriste Jacques Bodoin, Anne-Marie Carrière, dans son numéro de chansonnier, Claude Winter, sociétaire de la Comédie Française, Claire Motte et J.-Pierre Bonnefous, danseurs étoiles de l'Opéra, la virtuose du violon Ivry Gitlis, les Garçons de la rue, le mime Claude Kipnis, les Ballets Modernes de Victor Uppshaw... et une vedette surprise.

Places de 5 à 30 F. - Location au M.R.A.P., 30, r. des Jeûneurs, Paris-2° téléphone : GUT 09-57.

MUSIQUE

Erlo, Gluck et Crespin à l'Opéra

L'événement que constituent les récentes représentations d'Iphigénie en Tauride, à l'Opéra, réside moins dans le choix d'une œuvre qu'on n'avait pas entendue à Paris depuis trente ans que dans le style de la mise en scène et la personnalité de l'interprète principale.

Les quatre actes de Gluck ne suscitent, en effet, qu'une froide admiration souvent proche de l'ennui. L'auteur est un bon musicien dont on a cependant surestimé le génie, et qui a bénéficié en son temps d'une publi-

cité efficace. La place que ce « réformateur » de l'art lyrique occupe dans les histoires de la musique s'explique moins par son génie musical que par l'expression de théories dramatiques que Wagner exploitera systématiquement, avec infiniment plus de grandeur et de force. Il serait d'ailleurs aussi injuste de nier l'importance du récitatif gluckiste préfigurant l'arioso wagnérien, que d'ignorer tout ce qu'il doit à Lully et à Rameau.

Dans la préface d'Alceste, qui constitue un véritable manifeste, Gluck

écrit : « Je pensai à restreindre la musique à son véritable office... de servir la poésie. » Il dira ailleurs : « Ma musique ne tend qu'au renforcement de la déclamation de la poésie. » Et c'est bien cela qui nous ennuie dans Iphigénie : une musique noble et bien faite, mais qui jamais ne s'élève au-dessus des mots pour exprimer tout ce qu'ils sont incapables de dire. Bref, une musique raisonnable et fonctionnelle, comportant quelques saisissants passages descriptifs (la tempête) qui ne suffisent pas à sauver l'ensemble de la monotonie. A la décharge du musicien, disons que le texte qu'il a voulu servir appartient au genre conventionnel et qu'indépendamment de la tragédie au milieu du XVIII^e siècle. Certes, Valéry prétendait que les purs développements de Gluck semblaient des transformations immédiates de périodes raciniennes. Il y a un monde entre l'Iphigénie de Racine et celle de M. Guillard !

Sans Régine Crespin et Louis Erlo, les représentations d'Iphigénie n'intéresseraient que les érudits et les professeurs de musique. Heureusement, elles nous ont donné l'occasion, pour la première fois à Paris, d'applaudir le talent d'un meilleur en scène français formé aux techniques et au style moderne de Bayreuth. Louis Erlo, qui travaille habituellement à Lyon (où il a monté la « Trilogie » et les « Canuts » de Joseph Kosma) avait la tâche délicate d'animer cette œuvre figée. Il a opté pour le dépouillement. Décor abstrait : une toile de fond où seront projetées des figures étranges à la Mondrian. Sur le plateau tournant, une tour carrée et deux rampes courbes en pente douce, dont la disposition et les rapports varieront au fil des actes. Les mouvements du plateau tenteront de suppléer d'une manière souvent efficace au statisme de l'action et à l'artifice des sentiments. A cet égard, la mise en scène de la tempête est exemplaire : le désordre des éléments et le désarroi des personnages sont évoqués autant par la musique et le chant que par le tournoiement vertigineux du dispositif scénique. L'utilisation des lumières est remarquable ainsi que la mise en place des choristes dont les mouvements rappellent parfois ceux d'un ballet moderne. Une seule réserve : Erlo, préoccupé par les grandes lignes d'ensemble du spectacle, a peut-être négligé certains détails dramatiques : la séparation de Pylade et d'Oreste tombe à plat ; il y avait à ce moment la possibilité d'un geste vrai, intense où je n'ai vu que molle confusion. C'est peu de chose auprès de ce que nous apporte le travail d'Erlo : une véritable mise en scène lyrique entière-

ment élaborée, d'une cohérence profonde et d'une grande beauté plastique.

La présence de Régine Crespin était l'autre événement de la soirée. Dans un rôle qui ne permettait pas à son tempérament et à son impétuosité de s'exprimer, elle a réussi à nous toucher par la noblesse de ses attitudes, la clarté de son articulation et la beauté de sa voix dont le médium est toujours aussi jeune et chaleureux. Robert Massard a personnifié Oreste avec une fougue sympathique, quoique trop extérieure ; il a une voix puissante mais un peu sèche. Guy Chauvet a chanté Pylade avec une voix généreuse, bien qu'incertaine dans l'aigu. Signalons enfin la courte apparition de Roger Soyer dans le rôle d'un guerrier : sa belle voix et sa sincérité nous ont fait regretter de ne pas l'entendre plus longtemps.

La soirée était placée sous la bannette de Georges Sébastian, qui aurait dû tenter de donner plus de nerf et de corps à cette partition.

DISCOGRAPHIE. — Il existe une sélection d'Iphigénie chantée par Rita Gorr, Gedda et Ernest Blanc (V.S.M.).

Depuis la disparition d'Alceste (chanté par Kirsten Flagstad), Orphée est le seul opéra de Gluck dont on puisse trouver l'enregistrement intégral. Parmi les quatre versions disponibles, mes préférences vont à celle de Ferenc Fricsay avec Fischer-Dieskau dans le rôle principal (D.G.G.). Les puristes écartent systématiquement cet enregistrement, car il s'agit d'une traduction allemande de la première version italienne d'Orphée. Ils reprochent également d'avoir confié à un baryton un rôle écrit pour mezzo. Mais la beauté vocale et le sens dramatique de Fischer-Dieskau, l'énergie précise du chef d'orchestre me le font préférer à des versions plus fidèles, mais souvent plus fades.

B. Sizaire.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
LA DOUCEUR DU VILLAGE
LE BESTIAIRE D'AMOUR

Profitez des avantages exceptionnels garantis pendant 15 jours seulement par la LIBRAIRIE PILOTE pour l'achat à crédit de la plus belle bibliothèque de classiques d'hier et d'aujourd'hui

LA PLÉIADE

représente, par rapport aux anciennes collections, un progrès comparable à celui du microsillon et une économie de place et d'argent analogue. L'emploi d'un papier "bible" extrêmement mince, inaltérable et opaque lui a en effet permis de réunir en un seul volume relié cuir, dos orné or véritable, des textes jusqu'alors publiés en 6 à 10 volumes sur papier ordinaire, comme un seul disque 33 t. remplace plusieurs 78 tours. Et pour apprécier le soin apporté au choix des ouvrages et à l'établissement des textes, il suffira de rappeler que la Pléiade est publiée par les éditions GALLIMARD, qui ont révélé la plupart des classiques du XX^e siècle. C'est d'ailleurs la seule collection où ces classiques : Claudel, Gide, Proust, Saint Exupéry, Camus, etc... figurent à côté d'Homère, de Shakespeare, de Racine ou de Balzac. Ainsi la Pléiade est en même temps la collection la plus complète, la plus élégante, la moins encombrante et la moins coûteuse. Elle groupe actuellement 220 auteurs et comporte 1400 titres en 178 volumes. Tout ami des livres rêve d'avoir chez soi cette célèbre collection. Pour lui permettre de réaliser ce rêve et de recevoir chez lui ces beaux volumes, franco et avec droit d'examen et de retour, LA LIBRAIRIE PILOTE, 22, rue de Grenelle, Paris, lui enverra, au reçu du bon ci-dessous, une documentation gratuite en couleurs et lui fera connaître les conditions exceptionnelles qu'il lui est possible de garantir pendant 15 jours seulement.

BON pour une documentation gratuite sur La Pléiade, à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 22, rue de Grenelle, Paris-7^e (LIT. 63-79).

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

N° C.C.P. ou bancaire..... T.S. 11

Nous sommes heureux d'annoncer la sortie prochaine (courant novembre 1965) d'une série d'ouvrages importants inaugurant une collection consacrée à l'histoire du mouvement ouvrier et à ses grands classiques. Trois volumes sont actuellement sous presse, offerts en souscription à des tarifs spéciaux jusqu'au 20 novembre :

LENINE, par Georg Lukacs
Traduction du livre introuvable du philosophe marxiste, du Lukacs de *Marxisme et conscience de classe*, contemporain du vaste mouvement révolutionnaire de l'après-guerre.
1 vol., 128 pages (prix de vente : 5,90 F)

LA QUESTION CHINOISE DANS L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (1926-1927)
Dossier présenté par Pierre Broué, comprenant des textes de Staline, Zinoviev, Boukhanine, Trotsky, etc., le rapport secret de la Commission de l'Internationale Communiste, et les révélations de l'ancien secrétaire du Parti Communiste chinois, Shen Du-xiu. Les origines lointaines du conflit sino-soviétique...
1 vol., 368 pages (prix de vente : 16,10 F)

LA NOUVELLE ECONOMIQUE, d'Eugène Préobrajensky, préface de Pierre Naville, introduction d'Ernest Mandel
De la discussion sur la croissance des pays sous-développés en Occident au lendemain de la deuxième guerre mondiale, cet ouvrage se dégage à la fois comme l'ouvrage le plus audacieux et le plus profond, à tel point qu'il doit permettre aux dirigeants des pays sous-développés s'engageant dans la période de transition du capitalisme au socialisme de dégager l'élaboration de la politique économique des griffes de l'empirisme et du pragmatisme à la petite semaine.
(Ouvrage publié avec le concours du Centre national de la Recherche Scientifique.)
1 vol., 408 pages (prix de vente : 17,60 F)

PRIX DE SOUSCRIPTION

Lénine	4,50 F
Question chinoise	13,00 F
Nouvelle économique	14,50 F

EDI, 29, rue Descartes, Paris-5^e, C.C.P. Paris 18.462.71

SOCIALISME ITALIEN :

LE GLISSEMENT S'ACCENTUE

LE président déclara ouverte la première séance du 36^e congrès du parti. Après quoi, il lut un message de sympathie envoyé par le Président de la République Saragat, puis un autre message adressé par le président du Conseil Moro. Il donna alors la parole au maire démocrate-chrétien de Rome venu saluer ses alliés socialistes.

Pour ceux qui, comme moi, suivent depuis quinze ans les assises du P.S.I., le changement de climat était extraordinaire. Sans doute, il y a deux ans, dans ce même palais des congrès, le parti avait décidé à une majorité de près de 60 p. 100 des mandats, de s'engager dans l'expérience du centre-gauche. Ce qui avait provoqué le départ de la minorité. Mais, à cette époque, la majorité avait pris soin de dire que cette collaboration gouvernementale, qui allait la lier à la démocratie chrétienne et au parti social démocrate, était assortie de conditions précises. Et le programme mis en avant n'était assurément pas négligeable. On parlait d'établir une véritable planification démocratique laissant loin derrière elle la planification « à la française », de promouvoir une législation urbaine faisant de l'expropriation la règle et non plus l'exception, de procéder à une réforme agraire et à une réforme profonde de l'enseignement, de créer des régions autonomes, d'orienter la politique étrangère dans le sens de la détente internationale et d'une plus grande liberté d'action de l'Italie.

Ce programme est aujourd'hui classé dans les archives. Cela ne veut pas dire que le gouvernement de centre-gauche n'ait absolument rien fait et qu'il ne fera rien dans l'avenir. Mais ce qu'il a fait et ce qu'il envisage de faire n'a plus rien à voir avec une politique axée sur les réformes de structure. Le projet de plan qui est en discussion ne va ni plus loin ni moins loin que celui que nous connaissons en France : ses chances d'exécution sont cependant encore un peu plus faibles, car l'Italie dispose d'un appareil administratif moins solide que celui qui existe dans ce pays. La loi « urbanistique » qui va être votée

n'est plus qu'une loi contre la spéculation foncière dont les effets ne seront pas tout à fait négligeables, mais incontestablement limités. Tout le reste s'est perdu dans les sables (sauf pour quelques mesures dans le domaine agricole). Nous sommes loin de ce qui avait été amorcé sous le dernier gouvernement Fanfani, c'est-à-dire avant que les socialistes ne viennent au pouvoir, mais quand ils soutenaient déjà le ministère en place (nationalisation de l'électricité et création d'un tronc commun dans l'enseignement).

Ricardo Lombardi, qui a pris la parole au nom de la minorité, a eu beau jeu de démontrer que le programme de 1963 avait été totalement abandonné et, avec lui, la volonté originale manifestée depuis de longues années par le P.S.I. de dégager une voie nouvelle vers le socialisme. « Pour beaucoup de camarades, a-t-il dit, le modèle, c'est aujourd'hui la Suède. Je ne nie pas le caractère progressiste de la législation suédoise dans beaucoup de domaines, et notamment dans celui de la sécurité sociale. Mais il ne s'agit pas d'un modèle socialiste. Il s'agit du modèle de ce que j'appellerais le capitalisme social. Et nous en sommes encore loin en Italie. »

On a pu s'étonner de la faiblesse de cette minorité (18 p. 100 des mandats). Cela s'explique cependant si l'on comprend qu'elle se battait sur un double non : non à l'unification avec la social-démocratie de Saragat et non à la poursuite de l'expérience gouvernementale. Or, si le parti répugne dans sa majorité à la fusion avec les sociaux-démocrates (d'où la prudence de Pietro Nenni et son acceptation d'une période probatoire), il ne voit pas d'autre issue en dehors de la poursuite d'une expérience gouvernementale qui ne l'enthousiasme pas, mais qui lui paraît inévitable. La manière dont s'était déroulé le dernier comité central du parti communiste a accentué cette impression qu'il n'y avait dans l'immédiat aucune alternative possible. Tout le monde a eu, en effet, le sentiment que les communistes n'étaient pas prêts à franchir le pas qui sépare la tolérance d'opinions divergentes du re-

cours à l'arbitrage de la base pour trancher entre ces opinions, autrement dit, le Libéralisme de la Démocratie. Ingrao n'a été ni exclu ni officiellement condamné, mais on n'a pas admis qu'en tant que membre de la direction, il soutienne des points de vue particuliers devant les sections et les fédérations du P.C.I.

La majorité du P.S.I. s'est, bien entendu, servie de cet argument. Ses porte-parole ont insisté sur le fait que le parti communiste n'avait pas suffisamment changé pour que l'on puisse sérieusement opposer à la perspective de l'unité avec la social-démocratie celle de la création d'un vaste parti unique des travailleurs italiens (comprenant les communistes). Mais cette majorité n'était pas homogène. Il y avait d'un côté (derrière Nenni, Cattani et la plupart des ministres) une aile droite décidée à poursuivre pendant de longues années l'expérience du centre-gauche, même si cette expérience ne devait pas permettre de faire de grandes réformes dans l'immédiat. Et il y avait de l'autre côté (derrière de Martino, Vittorelli et d'autres membres de la direction) un centre qui insistait sur la nécessité de faire un effort supplémentaire en faveur des réformes, quitte à provoquer un remaniement ministériel. Finalement, un texte de synthèse a été adopté, mais l'affrontement entre ces deux ailes va se poursuivre à propos de la fusion avec la social-démocratie que les uns veulent très proche et que les autres voudraient renvoyer à la veille des prochaines élections législatives.

Le P.S.I. va donc suivre, avec plus ou moins de difficultés, la nouvelle route dans laquelle il s'est engagé et qui le rapproche incontestablement de la social-démocratie européenne. Si rien ne bouge du côté des communistes ou sur le plan international, on le trouvera encore pendant longtemps sur cette route. Mais si des événements nouveaux surgissaient d'un côté ou de l'autre, on découvrirait probablement qu'une grande partie de sa base demeure encore fidèle à la glorieuse tradition qui fut jadis la sienne.

G. M.